



MÉTIER À LA LOUPE

Chargé·e d'ingénierie
de formation en agriculture
ou agroalimentaire p. 16



FOCUS RH

Comment faire des JO
un facteur de cohésion
en entreprise ? p. 18

27 JUN 2024 - N° 3044 - 4 €

TRIBUNE *verte*

L'emploi et la formation en agriculture et agroalimentaire

DOSSIER SPÉCIAL

Objectif : formation
professionnelle

apecita
l'emploi agri, agro
& environnement

Actuellement :
967 OFFRES
D'EMPLOI

à retrouver sur le site
www.apecita.com



Publication

DÉCOUVREZ LES TENDANCES DE L'EMPLOI PAR L'APECITA

Vouloir connaître le marché de l'emploi dans l'agriculture, l'agroalimentaire et l'environnement, c'est accepter de rentrer dans le détail de ses principales filières, chacune présentant ses caractéristiques.

En effet, derrière chaque filière se cachent des métiers spécifiques avec leurs propres compétences, mais aussi des exigences d'employeurs souvent particulières. En tant qu'expert dans l'emploi dans ces différents domaines, l'Apecita vient de publier ses dernières *Tendances de l'emploi*.

Dans ce jeu de fiches, l'association a retenu les 12 filières représentatives du secteur. Pour chacune d'entre elles, un échantillon d'offres d'emploi, toutes traitées dans un passé récent par l'association, est présenté, afin de permettre de se faire une idée exacte des métiers. Quant aux spécificités



des emplois proposés par ces mêmes filières, elles s'appuient sur les données statistiques issues de l'ensemble des offres collectées par l'Apecita, qui sont majoritairement des emplois qualifiés et d'encadrement. À destination des professionnels et des particuliers, ces fiches n'ont pas d'autre objectif que d'aider à mieux cerner les réalités de l'emploi dans les grandes filières agricoles.

Consultez l'édition 2024 des « Tendances de l'emploi » en scannant le QR Code ci-dessus.

sommaire

15 JOURS EN CHIFFRES

Fait marquant p. 2

Essentiel de l'actu p. 3

Essentiel des filières p. 5

Dossier p. 7

Métier à la loupe p. 16

Focus RH p. 18

Actu de la formation p. 20

En immersion p. 21

Nos petites annonces p. 22

À paraître p. 31

Fiche emploi p. 32

140 M€

de reliquat d'aides PAC redistribués aux agriculteurs d'ici fin juin.

29 %

la baisse de la production d'abricots sur un an.

80 000 visiteurs en un an pour la cité des climats et vins de Bourgogne.

1 023 kg, la lactation moyenne d'une chèvre en 2023, contre 1 002 kg en 2022.

Pour nous contacter : Tribune Verte : 23, rue Dupont-des-Loges BP 90146 — F-57004 Metz Cedex 01 — Tél. 03 87 69 89 75 — Fax 03 87 69 18 14 — L'actualisation des informations est réalisée par les services de l'Apecita. Toutes les remarques ou informations nouvelles concernant ce document sont les bienvenues pour permettre d'améliorer les prochaines éditions. Elles doivent être adressées à l'Apecita, 1 rue Cardinal Mercier – 75009 Paris. Tél. : 01 44 53 20 20 – brochures@apecita.com – www.apecita.com. Rédaction : Pixel6TM (animatrice de Tribune Verte : Aude Bressolier, a.bressolier@pixel6tm.com). — Pour joindre la rédaction, faites le 03 87 69 02 57. Secrétariat de rédaction : Pixel6TM. Correction-révision : Pixel6TM. Photographie : Pixel6TM (Stéphanie Trouvé, responsable image, s.trouve@pixel6tm.com). Mise en page et photogravure : Pixel6TM – Conception éditoriale et graphique : Pixel6TM. Tél. 03 87 69 18 01 – Publicité « centres de formation » : Nadia Dumari, Tél : 03 57 84 02 54, Mobile : 07 81 12 82 60 – Éditeur : MÉDIA SAS au capital de 962 786 € – 23, rue Dupont-des-Loges- BP 90146 - F-57004 Metz Cedex 01 – Code APE 221E – Président GROUPE TEMA Directeur de la publication : François Grandidier. ISSN : 0757-3243. Dépôt légal : à parution. Photo de couverture : alisa_rut / Adobe Stock.

Impression Socosprint Imprimeurs, route d'Archettes, 88000 Épinal. Origine géographique du papier : Suisse, taux de fibres recyclées : 85 %, certification des fibres utilisées : PEFC 100 %, indicateur environnemental : eutrophisation 0,013 kg/t.

Ce magazine est une marque du groupe



LE TRI FACILE



BAC DE TELA



Emploi

UN APPEL À PROJETS POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL EN AGRICULTURE

Transition écologique, changement climatique, renouvellement des générations, nouveaux profils d'agriculteurs... Les défis qui se posent au milieu agricole sont nombreux et sont l'occasion de repenser les conditions de travail. D'où l'idée de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) de lancer un appel à projets visant à soutenir les démarches expérimentales et innovantes de modèles de production et de travail dans ce secteur.

Plus précisément, l'Anact et ses partenaires (ministères du Travail et de l'Agriculture, cellule de prévention du mal-être en agriculture, MSA) attendent des projets proposés qu'ils cherchent à améliorer les conditions de travail en adoptant une approche globale. C'est-à-dire qu'ils prennent en compte les moyens et les modes de production, la qualité et le sens du travail, et qu'ils cherchent à résoudre les problèmes constatés. Ces projets devront aussi permettre de préserver la santé des travailleurs et tenir compte de leurs caractéristiques (âge, condition physique, genre...).

En outre, l'agence souhaite que ces initiatives soutiennent des réflexions collectives sur les pratiques professionnelles et s'inscrivent en cohérence avec les impératifs de la transition écologique. Une attention particulière sera portée à l'intégration de nouveaux salariés (saisonniers, intérimaires, travailleurs détachés) et de nouveaux profils (jeunes, femmes, non issus du milieu agricole).

Alimenté par le Fonds pour l'amélioration des conditions de travail (Fact), cet appel à projets est doté de 600 000 €. Il peut soutenir plusieurs types d'actions, collectives portées par des acteurs ressources comme les chambres d'agriculture, comme individuelles portées par des entreprises agricoles de moins de 20 salariés (ETP) dont la production est l'activité principale.

Le financement obtenu par les projets sélectionnés ne pourra pas servir à financer du matériel ou des actions de formation. Dans le cas d'actions individuelles, il pourra seulement financer l'accompagnement d'un consultant, dans une limite de 1000 € par jour. Outre ce poste, les actions collectives pourront aussi financer le travail de coordination, la capitalisation, ou encore la construction et le transfert d'une offre de services.



Santé des sols

● UNE POSITION COMMUNE SUR LA PREMIÈRE LOI DE L'UNION EUROPÉENNE

Le 17 juin, les États membres sont parvenus à une position commune sur la première loi de l'Union européenne sur les sols, accordant aux pays une plus grande flexibilité dans la mise en œuvre des règles. Le Conseil a approuvé l'objectif de la Commission européenne de parvenir à des sols sains d'ici 2050, en évoquant toutefois un « objectif ambitieux à long terme de la directive ». Pour la Cour des comptes européenne, la Commission et les États membres ne mettent pas suffisamment de moyens et manquent d'ambition dans la protection des sols, dont 70 % sont considérés comme insalubres en Europe. Les négociations entre le Conseil et le Parlement européen sur ce dossier devraient débiter après l'été.

Appel à projets

● ACCOMPAGNER LES AGRICULTEURS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire et l'Ademe ont lancé, le 14 juin, l'appel à projets « Accompagnement des agriculteurs face au changement climatique ». Objectif : faciliter et massifier l'accompagnement des agriculteurs face aux enjeux climatiques. Partant d'un diagnostic territorial, les projets proposeront des solutions écologiquement durables et économiquement viables pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, renforcer la résilience des exploitations face aux impacts climatiques, préserver la santé des sols ou encore promouvoir une transition vers une économie bas carbone à travers des actions d'accompagnement des agriculteurs. Au total, ce sont près de 10 000 exploitants qui seront ciblés pour bénéficier d'un accompagnement sur mesure. L'appel à projets est ouvert jusqu'au 11 septembre 2024.

JACKF / ADOBE STOCK

SAHIL GHOSH / ADOBE STOCK

Agriculture biologique

PAS DE DÉCONVERSIONS MASSIVES EN 2023

Certains, dont le ministre de l'Agriculture, craignaient une nouvelle vague de déconversions des producteurs bio. Elle n'a pas eu lieu en 2023. Mais si le solde reste positif, les surfaces se réduisent... et la consommation ne repart que doucement.

Dans le détail, les magasins bio enregistrent une progression des ventes de plus de 2,2 % par rapport à 2022, tandis que la grande distribution accuse un recul de 4 %. De manière générale, même si la vente directe a le vent en poupe (+ 9 %), la part du bio diminue dans le panier des ménages, passant à 5,6 % en 2023 contre 6 % en 2022. Pourtant, les produits bio ont été moins affectés par l'inflation: 8 % contre 12 % pour les produits non bio l'an dernier.

Mais surtout, les craintes concernant les déconversions ne se sont pas avérées. L'an dernier, les producteurs ont été 7 %



à se convertir ou se lancer en bio, tandis que 5 % en sont sortis. Le solde est donc encore positif, alors que certains s'inquiétaient d'un solde négatif en 2023, dans le sillage d'un mouvement entamé en pleine période d'inflation et de baisse des débouchés pour les producteurs bio. Autre élément qui ressort de la dernière livraison chiffrée de l'Agence Bio, l'évolution du paysage agricole bio, avec davantage d'exploitations plus petites. « Ces 2 % de producteurs en plus s'accompagnent d'une baisse des surfaces bio de 2 %, représentant 54 000 hectares en moins », relève l'Agence Bio.

Un phénomène essentiellement dû au recul des surfaces fourragères (qui représentent 58 % des surfaces bio) et des grandes cultures (27 %). Le bio passe ainsi de 10,5 % à 10,4 % des surfaces agricoles en France. Enfin, les cheptels bio sont en recul, à l'exception des brebis à viande et des ruches.

Par ailleurs, l'Agence Bio rappelle que 71 % du bio consommé dans l'Hexagone est d'origine France, d'autant que le recul des imports bio se confirme. Ceux-ci restent composés à 75 % de produits exotiques (fruits, café, thé, sucre, crevettes...), méditerranéens ou nordiques.

Irrigation

LES NOUVELLES TECHNIQUES AGRICOLES POURRAIENT NOURRIR 1,4 MILLIARD DE PERSONNES SUPPLÉMENTAIRES

Tel est le chiffre avancé par la Banque mondiale, qui précise qu'environ 500 millions de petits exploitants agricoles dans le monde nourrissent 80 % de la population des pays à faible revenu. L'institution financière internationale basée à Washington stipule que, face à l'explosion de la population mondiale en 2050, l'adoption de pratiques d'irrigation durables « n'est pas une option, c'est un impératif ».

Et de préciser: quand elle est bien gérée, l'irrigation aide ces agriculteurs à réduire le stress hydrique, à augmenter les rendements et la productivité agricoles, à diversifier les cultures et à faire baisser les prix des produits alimentaires.

Les techniques d'irrigation résilientes multiplient la productivité par plus de deux par rapport à l'agriculture pluviale et permettent aux agriculteurs de produire davantage avec moins de terres et moins d'eau. Pour rappel, le Groupe de la Banque mondiale a investi, au cours des vingt dernières années, 7 milliards de dollars dans des projets d'irrigation.

Soutien à l'agriculture bio

LE GOUVERNEMENT DÉBLOQUE 15 MILLIONS D'EUROS SUPPLÉMENTAIRES

Le ministre de l'Agriculture relève le budget du dispositif d'aide « aux exploitations agricoles biologiques ayant subi des pertes économiques importantes »; lors de son annonce, le 28 février dernier à l'occasion du Salon international de l'agriculture, ce fonds était alors doté de 90 millions d'euros pour 2024.

Les demandes d'aides déposées sur ce guichet entre le 22 mars et le 3 mai 2024 et éligibles dépassent cette enveloppe budgétaire. Elle s'élève finalement à un peu plus de 105 millions d'euros. « Le Gouvernement a décidé de relever l'enveloppe budgétaire de l'aide de crise à hauteur de 105 millions d'euros. Le lancement des paiements des dossiers débutera dès la semaine prochaine », précise le ministère de l'Agriculture, le 13 juin.

Grandes cultures

DIMINUER LES ÉMISSIONS GES DU MAÏS AVEC LES COUVERTS VÉGÉTAUX

Des chercheurs allemands estiment que passer de zéro à 100 % des surfaces européennes de maïs précédées d'un couvert équivaut à diminuer les émissions agricoles de 13 %. Et ce, grâce aux effets positifs des couverts sur les rendements des cultures de maïs, et ainsi sur la réduction de leur empreinte théorique au sol.

Selon l'étude parue dans la revue scientifique *Plos One*, 33 % des bénéfices climatiques proviennent des gains de rendements réalisés sur le maïs (+ 8,8 %). Les gains varient selon les types de couverts : les effets les plus forts s'observent avec des légumineuses, tandis qu'ils s'avèrent mineurs avec des graminées.

Source : *Plos One*, 8 mai 2024.

Arboriculture

FRUITS D'ÉTÉ : LA FILIÈRE APPELLE À LA MOBILISATION

« Conditions météorologiques exceptionnelles, pouvoir d'achat en berne, instabilité politique, autant d'éléments qui sont défavorables à la commercialisation des produits français et mettent en péril l'avenir de l'arboriculture », précise le communiqué conjointement signé par Françoise Roch, présidente de la FNPF, et Bruno Darnaud, président de l'AOP Pêches et Abricots de France. Face à cette crise conjoncturelle sans précédent, un appel à la mobilisation générale est lancé. « Il en va de la responsabilité de chaque acteur de la filière de défendre l'agriculture française », poursuivent-ils. La première étape pour sortir de cette crise est de valoriser la production française. Ainsi, pour favoriser la vente des produits français, la FNPF et l'AOP Pêches et Abricots de France demandent « à la grande distribution et aux grossistes de proposer en tête de gondole les fruits français de toute urgence ». D'autant plus que, selon les derniers chiffres publiés par Agreste, la campagne 2024 de production d'abricots s'annonce particulièrement difficile, avec une baisse estimée de 29 % par rapport à l'année précédente et de 15 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années (2019-2023). Des constats alarmants ont été faits sur le terrain : de nombreux points de vente ne respectent pas la consigne de mettre en avant les produits français. Les producteurs du Roussillon, particulièrement touchés par la situation, expriment leur indignation face à cette situation. « Comment est-il possible, en pleine période de production, dont l'activité économique dépend principalement de l'agriculture, de vendre majoritairement des produits d'importation ? » interroge le communiqué.



Italie

LE FLÉAU DES PERRUCHES MOINES DANS LA CAMPAGNE DES POUILLES

Originaires d'Afrique du Sud, les perruches moines ont élu domicile, depuis une dizaine d'années, dans la campagne des Pouilles. Vorace, cette espèce s'attaque aux fruits et légumes, notamment les cerises, abricots et figues. Un plan de confinement est à l'étude : il propose de cartographier la population, de quantifier le nombre de spécimens, les zones les plus touchées et d'identifier les lieux de reproduction des perroquets. Des actions seront ensuite entreprises pour réduire directement la population. Les Pouilles s'inspireront de l'Espagne, également touchée par la prolifération et les dégâts des perruches moines. 3 millions d'euros ont été investis dans des actions de confinement, réduisant leur population de 30 %.

Source : « Italia Fruit news » du 18 juin.

Export

LE BŒUF FRANÇAIS FAIT SON RETOUR EN CORÉE DU SUD

La Commission européenne a indiqué le 13 juin que « la République de Corée a officiellement ouvert son marché à la viande bovine en provenance de France et d'Irlande ». Marché juteux, car ce pays est l'un des plus gros acheteurs du monde. L'Union européenne est, de son côté, un gros fournisseur. Elle a exporté 1,05 million de tonnes de viande bovine en 2023 et en a importé 289 000 tonnes, dégageant un net excédent commercial pour cette filière. C'est en 2001 que la Corée du Sud avait imposé à l'Europe un embargo après la maladie de la vache folle. À noter que le pays avait déjà ouvert ses portes au bœuf du Danemark et des Pays-Bas en 2019.

Source : Boursorama du 13 juin.

Vin

LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LA SANTÉ AU TRAVAIL



JAMES/ADOBESTOCK

Lancée par les Vignerons engagés, l'étude Climat, Santé et Vignobles (Cliseve), s'est appuyée sur les réponses de 263 personnes adhérentes à l'association, dont 121 vignerons, à un questionnaire. Il en ressort que la pénibilité au travail en lien avec le changement climatique est leur troisième préoccupation principale, après celles liées à l'économie et à la réglementation. 80 % d'entre eux constatent d'ores et déjà ses effets sur leur santé, dans un contexte de forte chaleur, sous la forme de malaises, de déshydratation ou encore de baisse de l'attention. 37 % indiquent également être soumis à des risques mentaux de type irritabilité, perturbation du sommeil ou encore dépression. Face aux difficultés liées au réchauffement climatique, près de la moitié d'entre eux (43 %) disent qu'ils pourraient renoncer d'ici cinq ans à travailler dans la filière vin. Ils estiment qu'elles augmentent déjà les difficultés de recrutement. La modification des horaires de travail est une mesure d'adaptation déjà largement adoptée, mais les vendanges de nuit sont loin de faire consensus. L'hypothèse d'une interdiction de travailler sous fortes températures est également clivante. Menée en partenariat avec l'agence RSE Croissance bleue et le laboratoire de recherche Lapa, cette étude sera suivie par la publication, en juillet prochain, d'un guide de bonnes pratiques.

Lait

LES TAUX BUTYREUX ET PROTÉIQUE DU LAIT S'AMÉLIORENT

En 2023, la tendance observée depuis plusieurs années se poursuit : le nombre d'exploitation est en baisse de 5,6 % sur un an, pour s'établir à 28745 exploitations pour 1878620 lactations qualifiées fournies. En 2023, la production laitière brute augmente de 60 kg, après la baisse de 9 kg en 2022. Elle atteint, en moyenne, 8938 kg de lait pour une durée de lactation moyenne de 346 jours. Un chiffre en hausse de un jour par rapport à 2022. La qualité est également en hausse. Le taux butyreux moyen s'établit à 40,8 g/kg (+ 0,2) et le taux protéique à 32,8 g/kg (+ 0,1). La situation cellulaire continue également d'être améliorée : « Les proportions de lactations avec une numération cellulaire de l'ensemble des contrôles inférieure à 300000 cellules et celle des lactations comptant au moins deux contrôles supérieures à 800000 cellules atteignent respectivement 58,7 % et 10,2 % » indique l'Idede. Le podium des grandes races nationales les plus productrices ne change pas. À elles trois, elles représentent 89,8 % du total des lactations qualifiées. À la première place, on retrouve la prim'holstein, avec 8461 kg de lait sur 305 jours de lactation ; à la deuxième place, la montbéliarde avec 7072 kg de lait sur la même durée de lactation. La normande monte sur la dernière marche avec une production moyenne de 6264 kg de lait collectés sur le même temps de lactation.

Agroéquipements

UNE TENDANCE À LA BAISSÉ POUR LE MARCHÉ EN 2024

Axema, syndicat français des acteurs de la filière des agroéquipements, a présenté son rapport économique annuel pour 2023. Après une année 2023 positive pour le marché, la tendance 2024 est à la baisse. Axema anticipe une diminution de 15 % pour les agroéquipements neufs. Le syndicat annonce une augmentation notable du chiffre d'affaires et des facturations en 2023, marquée par une croissance en valeur de 11,5 % et en volume de 3,5 %, malgré une hausse

des prix de 7,5 %. Le marché a ensuite connu un retournement à partir du troisième trimestre, avec une forte réduction des échanges extérieurs au quatrième trimestre. Le début 2024 est marqué par un climat des affaires en baisse au niveau européen. Le plus bas depuis la crise de 2008, annonce Axema. La conjoncture économique se détériore notamment en Allemagne et dans les pays de l'Est. Les carnets de commandes baissent de 11 % sur les quatre

premiers mois de l'année, avec 58 % des membres rapportant une diminution des commandes. Les chiffres du premier trimestre 2024 montrent une baisse de près de 8 % du chiffre d'affaires du secteur ; des exportations en recul de 18 % ; un marché en valeur diminué de 4 %. Malgré cela, tous les secteurs ne sont pas en difficulté et près de la moitié des dirigeants restent optimistes. Pour 2025, Axema table sur un recul de 5 % du marché des agroéquipements neufs.



ALISA_RUT / ADOBE STOCK

DOSSIER SPÉCIAL

Objectif: formation professionnelle

La formation professionnelle est un outil majeur à la disposition de tous les actifs: salariés, indépendants, chefs d'entreprise ou demandeurs d'emploi. Elle permet de se former tout au long de son parcours professionnel, pour développer ses compétences, accéder à l'emploi, s'y maintenir ou encore en changer. Ce dossier spécial de « Tribune Verte » détaille les nombreux dispositifs existants pour les différents publics et la manière dont il est possible de financer sa formation. Il se concentre également sur la validation de l'expérience, la VAE, et ses nouvelles règles, ainsi que sur le conseil en évolution professionnelle et le dispositif démission-reconversion.

Formation tout au long de la vie

LA FORMATION PROFESSIONNELLE SE DÉCLINE en de multiples dispositifs



La formation professionnelle est un outil essentiel accessible à tous les actifs: salariés, indépendants, chefs d'entreprise ou demandeurs d'emploi. Elle permet de se former tout au long de son parcours professionnel, afin de développer ses compétences, d'accéder à l'emploi, de s'y maintenir ou encore d'entreprendre une reconversion professionnelle. De nombreuses solutions existent pour se former en fonction de son statut. Certains dispositifs peuvent être mobilisés à l'initiative du salarié, tandis que d'autres nécessitent une collaboration avec l'employeur.

— AUDE BRESSOLIER

● LES DISPOSITIFS À L'INITIATIVE DE L'EMPLOYEUR

• Le plan de développement des compétences

Le plan de développement des compétences a remplacé le plan de formation de l'entreprise.

Il regroupe deux objectifs: adapter les salariés à leur poste de travail et veiller au maintien de leur capacité à occuper un emploi. Il distingue les formations obligatoires (actions de formation qui conditionnent l'exercice d'une activité ou d'une fonction) et les autres formations.

• L'entretien professionnel

Tous les deux ans, chaque salarié bénéficie d'un entretien professionnel dont l'objectif est de faire le point sur ses perspectives d'évolution professionnelle, notamment en matière de qualification et d'emploi. Distinct de l'entretien d'évaluation, il doit également être proposé à l'issue de certains congés (maternité, parental, arrêt maladie).

Cet entretien doit donner lieu à une formalisation écrite. Tous les deux ans, il permettra à l'employeur et au salarié de faire un état des lieux récapitulatif de son parcours professionnel en entreprise.

• La reconversion ou promotion par alternance: pro-A

Ce dispositif a remplacé la période de professionnalisation. Il a pour

objet de permettre aux salariés de changer de métier, de profession ou de bénéficier d'une promotion sociale ou professionnelle par des actions de formation.

Il s'adresse aux salariés titulaires d'un contrat à durée indéterminée ou bénéficiaires d'un contrat unique d'insertion à durée indéterminée.

Il concerne notamment les salariés dont la qualification est insuffisante au regard de l'évolution des technologies ou de l'organisation du travail.

Ce dispositif est mobilisable pour suivre des actions d'apprentissage ou de professionnalisation.

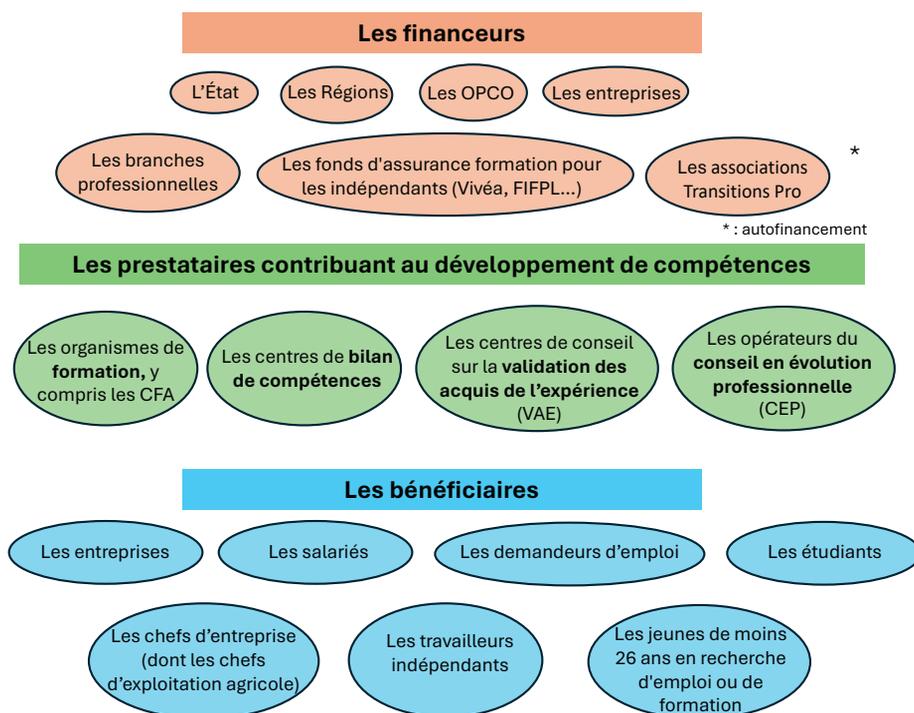
• FNE formation

Ce dispositif accompagne les entreprises (en reprise, en mutation, en difficulté ou en activité partielle) qui proposent des actions de formation concourant au développement des compétences des salariés.

• Transitions collectives (Transco)

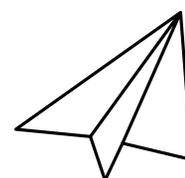
Ce dispositif permet aux salariés dont l'emploi est menacé de bénéficier d'une formation certifiante ou d'une VAE, afin de s'orienter vers un métier porteur de leur territoire, en évitant une période de chômage.

QUI SONT LES ACTEURS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ?



France compétences
 Cette instance de gouvernance nationale assure le financement, la régulation et l'amélioration du système.

Qualité de la formation
 France compétences est chargée de contribuer au suivi et à l'évaluation de la qualité des actions de formation, ainsi que de la reconnaissance d'instances de labellisation.



LES DISPOSITIFS À L'INITIATIVE DU SALARIÉ

• Le compte personnel de formation (CPF)

Le CPF permet à toute personne active, dès son entrée sur le marché du travail et jusqu'à la date à laquelle elle fait valoir l'ensemble de ses droits à la retraite, d'acquies des droits à la formation, mobilisables tout au long de sa vie professionnelle. Chaque salarié acquies entre 500 et 800 euros (pour les salariés peu ou pas qualifiés, c'est-à-dire ceux dont la qualification est « inférieure » aux diplômes du brevet ou du CAP) de formation par an, dans la limite de 5 000 ou 8 000 euros. Cet argent peut vous permettre de suivre une formation courte ou longue, à distance ou en présentiel.

• Le projet de transition professionnelle (PTP)

Le PTP a remplacé le congé individuel de formation. Tout salarié en activité peut demander à mobiliser son CPF pour la prise en charge d'une action de formation certifiante ou qualifiante, destinée à lui permettre de changer de métier ou de profession dans le cadre d'un projet de transition professionnelle. Lorsque tout ou partie de la formation se déroule sur le temps de travail, le congé est rémunéré. Le salarié doit cependant demander une autorisation d'absence à son employeur. L'absence de réponse de sa part vaut acceptation.

Attention : ce dispositif est soumis à une condition d'ancienneté.

• La validation des acquis de l'expérience (VAE)

La validation des acquis de l'expérience est un droit individuel qui permet à toute personne engagée dans la vie active (activité salariée, non salariée ou bénévole) de faire valider tout ou partie de son expérience afin de pouvoir acquies un diplôme à finalité professionnelle, un titre professionnel ou un certificat de qualification professionnelle.

Plus de détails dans l'article page 12.

LES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT MOBILISABLES PAR LE SALARIÉ

• Le conseil en évolution professionnelle (CEP)

Le CEP est un dispositif d'accompagnement gratuit et personnalisé proposé à toute personne engagée dans la vie active (en activité ou en recherche d'emploi) souhaitant faire le point sur sa situation professionnelle et, le cas échéant, élaborer et formaliser un projet d'évolution professionnelle (insertion, mobilité interne, reconversion, création/reprise d'entreprise).

L'accompagnement CEP est un passage obligé pour les personnes envisageant de démissionner et de bénéficier de l'assurance chômage en vue d'une reconversion.

Plus de détails dans l'article page 10.

• Le bilan de compétences

Le bilan de compétences permet à son bénéficiaire de faire le point sur ses compétences, aptitudes et motivations et de définir un projet professionnel ou de formation. Réalisé par un prestataire extérieur à l'entreprise, sa durée varie selon le besoin de la personne. Elle est au maximum de 24 heures, réparties généralement sur deux ou trois mois (cinq à neuf entretiens).

Ce bilan comprend obligatoirement trois phases sous la conduite du prestataire : une phase préliminaire d'analyse, une phase d'investigation et une phase de conclusion.

Envie de bouger, de changer, d'évoluer ? Besoin de faire le point ? Contactez les conseillers bilan de l'Apecita : bilan-de-competences@apcita.com

Accompagnement

Transformez votre carrière AVEC LE CONSEIL EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

Le Conseil en évolution professionnelle (CEP) offre un accompagnement pour toutes celles et ceux qui souhaitent faire le point sur leur situation professionnelle et envisager une évolution ou une transition. Ce service permet de prendre du recul sur ses aspirations et d'explorer de nouvelles voies professionnelles avec l'aide d'un conseiller. Découvrez comment il peut transformer votre parcours.

Le conseil en évolution professionnelle (CEP) est un service gratuit, personnalisé et confidentiel permettant de faire le point sur sa situation professionnelle et de se faire accompagner dans son souhait d'évolution ou de transition. Il est ouvert à un large public: salarié du secteur privé, ou contractuel de droit privé de la fonction publique, travailleur indépendant, personne en recherche d'emploi, artisan, profession libérale, autoentrepreneur, jeune sorti du système scolaire sans qualification ni diplôme... L'étape préalable est de trouver le bon interlocuteur selon sa situation (lire

l'encadré) et de prendre rendez-vous. Le CEP se réalise habituellement sur le temps libre, même si certains accords de branche ou d'entreprise peuvent prévoir les conditions dans lesquelles celui-ci peut être mobilisé sur le temps de travail.

Prendre de la hauteur sur son projet

« Lors de la première rencontre, qui peut durer une heure, voire plus, je réalise tout d'abord un état des lieux partagé de la situation professionnelle, explique Rébecca Pottiez, conseillère en évolution professionnelle à la chambre d'agricul-

ture de l'Hérault pour le compte d'Avenir Actifs. Souvent, les personnes qui me contactent ont déjà un projet d'évolution en tête et il correspond à la réponse la plus "simple" qu'elles aient trouvée pour répondre un besoin de changement ou à un mal-être au travail par exemple. Ce premier temps d'échange permet donc de prendre du recul et d'identifier les bénéfices attendus de ce projet afin d'élargir le champ des possibles. Mon rôle de conseillère n'est pas de les "enfermer" dans leur projet, mais bien de leur donner des clés pour les aider à réfléchir à ce qui pourrait le plus leur correspondre. Je ne me place jamais en posture experte ou prescriptive, mais bien dans une posture de co-construction, qui vise à développer l'autonomie de décision et le pouvoir d'agir de la personne accompagnée. »

L'immersion pour valider son projet

Dans certains cas, ce premier rendez-vous permet d'arriver à la conclusion que le bénéficiaire du CEP a seulement besoin de réorganiser certains aspects dans son emploi actuel pour qu'il s'y sente mieux. « Cela peut l'aider à mieux verbaliser ses envies et ses besoins à son employeur lors du prochain entretien annuel et à faire ainsi évoluer positivement sa situation sans changer d'emploi », précise la conseillère. Mais pour d'autres, la nécessité d'évo-





● TROUVEZ VOTRE CONSEILLER CEP

Selon votre situation, vous pouvez vous adresser à l'un des organismes suivants :

- France Travail, pour les demandeurs d'emploi ;
- l'Apec, pour les cadres en activité ou en recherche d'emploi ;
- la mission locale, pour les jeunes âgés de 16 à 25 ans, en activité ou en recherche d'emploi ;
- Cap emploi, pour les personnes en situation de handicap, en activité ou en recherche d'emploi ;
- les opérateurs régionaux Avenir Actifs mandatés par France compétences, pour les salariés non-cadres sous contrat de droit privé et les indépendants.

Attention : Seuls ces opérateurs désignés par la loi peuvent délivrer le service Mon CEP. Méfiez-vous de tout autre organisme prétendant délivrer ce service !

N'hésitez pas à consulter le site www.mon-cep.org pour trouver le bon interlocuteur suivant votre localisation et votre situation.

lution ou de reconversion peut s'avérer être l'unique solution envisageable. Dans ce cas, le conseiller peut l'accompagner dans une phase dite « d'exploration » du projet professionnel. « Selon l'état d'avancement, on incite le bénéficiaire à tester son projet pour qu'il vérifie que le métier envisagé réponde vraiment à ses aspirations, poursuit Rébecca Pottiez. Car on peut avoir parfois une vision "fantasmée" de l'emploi visé. Pour cela, je lui fournis une méthodologie d'enquête métiers pour qu'il interroge des salariés qui exercent le métier souhaité. Je les encourage, dans la mesure du possible, à réaliser des immersions dans le milieu professionnel, sachant qu'en Occitanie, notre groupement Avenir Actifs est habilité par France Travail à signer des PMSMP⁽¹⁾. » Une fois le projet cadré et validé, le

conseiller est également présent pour aider le bénéficiaire à identifier les compétences ou qualifications à valoriser ou à acquérir pour réaliser son projet. Il peut aussi l'aider à mobiliser le dispositif, l'interlocuteur, la formation, le financement adaptés à chaque situation. « Nous pouvons les accompagner dans le montage de leur dossier de projet de transition professionnelle ou de démission reconversion (lire l'encadré), conclut la conseillère. Nous nous adaptons vraiment aux attentes, aux besoins, mais aussi aux disponibilités de chacun. Nous sommes également très souples dans les modalités de suivi : rendez-vous téléphonique, visio, présentiel... et dans la durée. Chaque situation est unique, et chaque CEP l'est donc tout autant ! »

— AUDE BRESSOLIER

(1) Période de mise en situation en milieu professionnel.

Tout savoir sur...

● LE DISPOSITIF DÉMISSION-RECONVERSION

Vous souhaitez démissionner pour créer, reprendre une entreprise ou suivre une formation dans le cadre d'un projet de reconversion ? Mais vous pensez qu'il vous faudrait renoncer à vos droits à l'allocation-chômage ? Difficile à concevoir, quand on a besoin de son salaire pour vivre... Grâce au dispositif démission-reconversion, vous pouvez, sous certaines conditions, percevoir l'allocation-chômage tout en menant à bien votre projet.

Le dispositif démission-reconversion permet aux salariés du privé ayant un projet de reconversion professionnelle nécessitant le suivi d'une formation ou un projet de création ou de reprise d'entreprise de démissionner et de toucher tout de suite l'allocation-chômage.

Pour qui ?

Vous êtes concerné si vous êtes titulaire d'un contrat à durée indéterminée de droit privé dont vous démissionnez, peu importe que votre contrat soit à temps complet ou partiel.

Le salarié peut prétendre à l'allocation-chômage s'il peut justifier :

- être en CDI, à temps complet ou partiel ;
- avoir travaillé chez un ou plusieurs employeurs depuis au moins cinq années en continu (soit 1300 jours). Attention : les congés sans solde, sabbatique ou périodes de disponibilité ne sont pas pris en compte.

Pour vérifier votre éligibilité au dispositif, consultez le site :

<https://candidat.francetravail.fr/candidat/simucalcul/perteemploi>

Les étapes à suivre

Avant de démissionner, faites-vous accompagner par un conseiller en évolution professionnelle. C'est une étape obligatoire pour déposer votre demande.



CHARLES / ADOBE STOCK

Une fois votre projet de démission monté avec l'aide du CEP, vous devez le présenter à Transitions Pro en région. Dans ce dossier, vous devrez apporter les éléments qui démontrent le caractère « réel et sérieux » de votre projet, c'est-à-dire que la formation choisie est cohérente avec le métier ciblé et qu'elle peut déboucher sur un emploi, ou que le projet de création ou de reprise d'entreprise a été suffisamment mûri.

Si la commission de Transitions Pro est convaincue par votre projet, elle vous délivre une attestation favorable. Vous disposez alors d'un délai de six mois, à partir de la date de délivrance de votre attestation, pour donner votre démission à votre entreprise, vous inscrire à France Travail et déposer une demande d'allocation-chômage. France Travail, après réception de votre demande, étudiera la prise en charge de votre projet et calculera le montant de vos indemnités de chômage en fonction de votre situation et de vos droits.

Plus d'infos sur demission-reconversion.gouv.fr

Source : Transitions Pro / France Travail /

Certification

ET SI VOUS PENSIEZ à la VAE ?

Obtenir une certification sans suivre de cours, c'est ce que propose la validation des acquis de l'expérience (VAE), qui reconnaît les compétences et expériences d'un professionnel. Cécile Verrière, référente VAE en CFPPA, nous présente l'accompagnement donné aux candidats dans leur parcours, ainsi que les nouveautés suite à la réforme de 2022.

Depuis la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002, la validation des acquis de l'expérience (VAE) est un dispositif qui permet de « faire reconnaître ses compétences, sans passer par la case formation », indique France VAE. Quels que soient son âge, sa nationalité, son statut ou son niveau de formation, il offre à tous de faire reconnaître ses expériences par une certification (diplôme du niveau CAP à master, titre professionnel, CQP...). Pour ce faire, les candidats peuvent être accompagnés par un organisme certifié Qualiopi VAE tout au long de leur démarche, du choix du diplôme à obtenir jusqu'à l'entretien avec le jury. Ce sont des structures indépendantes ou des organismes de formation ou de conseil en ressources humaines, publics ou privés. « Lors du premier rendez-vous, l'accompagnateur aide les candidats à choisir la certification la plus adaptée à leur parcours professionnel, explique Cécile Verrière, formatrice et référente VAE au CFPPA Provence-Ventoux. Ensuite, nous

leur expliquons comment remplir le livret de recevabilité qui sera envoyé à la Draaf, autorité académique du ministère de l'Agriculture. » Après avoir obtenu l'avis de recevabilité, le candidat peut poursuivre son parcours de VAE et rédiger son dossier de validation.

Accès à la VAE simplifié depuis la réforme de 2022

« Nous aidons les candidats à s'approprier les attendus du dossier et à mettre en mots leurs compétences et expériences professionnelles, présente la référente VAE. Pour ce faire, nous proposons un appui méthodologique de 15 heures qui peut se faire en distanciel ou en présentiel. » La référente insiste sur le fait qu'en aucun cas les accompagnateurs ne rédigent ou ne corrigent le dossier des candidats. Une fois rédigé, ce qui peut prendre plusieurs mois, ce dernier transmet son dossier au certificateur. Enfin, les accompagnateurs préparent les candidats à l'entretien qui sera réalisé face à un jury.

« Les modalités d'accès à la VAE sont simplifiées depuis la réforme de 2022 (loi relative au marché du travail du 21 décembre 2022) », indique Cécile Verrière. Les candidats passent désormais par la plateforme dématérialisée France VAE pour s'inscrire et choisir leur accompagnateur à travers la liste des 200 diplômés déjà référencés dans différentes filières, dont trois diplômes agricoles. « D'autres diplômés devraient s'ajouter d'ici janvier 2025 », indique la référente.

Contrairement à l'ancienne procédure, « les candidats n'ont rien à déboursier, tout est pris en charge par France VAE, précise Cécile Verrière. De plus, les candidats ne doivent plus justifier d'une durée d'expérience minimale, ce qui ouvre la VAE à un public plus large. Cependant, le déploiement de ce nouveau parcours est progressif et il n'est pas encore ouvert à tous les publics et pour l'ensemble des certifications ».

— AMÉLIE DI BELLA

Delphine Agostini, agricultrice à l'Isle-sur-la-Sorgue, Vaucluse (84)

« PRENDRE CONSCIENCE DE L'ÉTENDUE DE MES CONNAISSANCES »

« Après des études et une première expérience professionnelle dans le commerce à l'export, j'ai souhaité m'installer sur l'exploitation familiale. Ainsi, je me suis orientée vers la VAE pour concrétiser mon projet d'installation. Accompagnée par Cécile Verrière au CFPPA Provence-Ventoux, j'ai monté mon dossier VAE pour obtenir le BP Responsable de productions légumières, fruitières, florales et de pépinières.

J'ai suivi 15 heures d'échanges pour être guidée dans la rédaction du dossier, pour lequel je conseille fortement de se faire accompagner. En effet, il n'est pas évident de traduire une expérience 100 % terrain, car le vocabulaire diffère entre la théorie et la pratique. J'ai dû mettre sur le papier une année de travail et

les gestes techniques que j'ai appris. Cela nécessite beaucoup de réflexion, de temps de rédaction et d'implication personnelle. Il ne faut pas s'attendre à rédiger quelques pages: mon document final en comptait une soixantaine. J'ai consacré tous mes week-ends à la bibliothèque entre fin février et mi-mai. Je recommande de prendre au moins six mois pour avoir plus de recul et davantage de sérénité dans la rédaction.

Au-delà d'obtenir un diplôme, la VAE m'a permis de prendre conscience de l'étendue de mes connaissances et de gagner en assurance dans mon métier. Bien entendu, la VAE n'est qu'un passage et il est essentiel de continuer à se former, surtout dans le métier d'agriculteur. »

LES DISPOSITIFS À MOBILISER POUR *financer* votre formation professionnelle

La formation professionnelle est un levier puissant pour évoluer dans sa carrière ou se reconverter. Que vous soyez salarié, demandeur d'emploi ou chef d'entreprise, découvrez quels dispositifs mobiliser pour vous aider à financer vos formations, développer vos compétences et atteindre vos objectifs professionnels.

Le compte personnel de formation (CPF) est l'outil incontournable pour financer sa formation professionnelle quand on est salarié ou en recherche d'emploi. Il vous permet d'être acteur de votre parcours professionnel et plus autonome dans le choix de vos formations. Abondé chaque année d'activité, il vous permet de financer un bilan de compétences, une VAE, une formation visant l'acquisition d'une qualification, et bien d'autres encore.

Il vous suffit d'activer votre CPF sur le site www.moncompteformation.gouv.fr (ou sur l'application mobile). Vous pourrez alors y consulter vos droits, rechercher une formation et vous y inscrire directement. Si vos droits sont insuffisants, vous pouvez régler personnellement le reste à payer par carte bancaire ou faire une demande de financement complémentaire à votre employeur ou à France Travail (ex-Pôle emploi). À noter que, depuis le 2 mai dernier, une participation financière obligatoire pour le bénéficiaire a été mise en place (lire l'encadré).

Vos droits CPF sont également mobilisés prioritairement dans le cadre d'un projet de transition professionnelle (PTP), le dispositif qui vous permet de vous reconverter pour changer de poste ou de métier. Vous pouvez bénéficier d'abondements ou de compléments de financement de votre employeur, des collectivités territoriales ou des associations Transitions Pro. La prise en charge concerne les frais de formation et les

frais de validation des compétences, les frais annexes et la rémunération pendant le temps de formation.

Attention : pour mobiliser ce dispositif, il est nécessaire de répondre à certaines règles d'éligibilité. Rendez-vous sur le site www.transitionspro.fr pour en savoir plus.

Salarié : sollicitez votre employeur

Si le CPF vous offre, en tant que salarié, une réelle autonomie dans le choix de vos formations, vous pouvez aussi solliciter d'autres partenaires parmi lesquels... votre employeur ! Profitez de l'entretien professionnel se déroulant tous les deux ans pour évoquer les formations dont vous souhaitez bénéficier. Il se peut qu'elles entrent dans le cadre du plan de développement des compétences de votre entreprise. Durant votre formation, vous continuerez à être rémunéré. Le coût de la formation et les frais qu'elle occasionne sont entièrement pris en charge par votre entreprise.

Vous pouvez également aborder avec votre employeur votre souhait de vous reconverter au sein même de l'entreprise. Dans ce cas, le dispositif Alternance pro-A peut être mobilisé. L'opérateur de compétences dont dépend votre entreprise prend en charge tout ou partie des frais pédagogiques ainsi que les frais de transport et d'hébergement. Si la formation se déroule pendant le temps de travail, l'employeur maintient

Entreprises

SI VOUS OPTIEZ POUR L'ALTERNANCE ?

Vous faites face à une pénurie de compétences sur certains métiers ? Le contrat d'apprentissage ou de professionnalisation peut être une solution intéressante. Les principales différences se trouvent dans les types et durées du contrat, l'âge et la rémunération du bénéficiaire. Si la formation d'un salarié en alternance présente des avantages certains pour l'employeur, elle présente également un coût à évaluer en fonction du contrat choisi avant d'engager le recrutement. Renseignez-vous auprès de votre OPCO.

la rémunération du salarié. En revanche, si la formation se déroule en dehors du temps de travail, elle ne donne droit à aucune rémunération.

France Travail, l'interlocuteur des demandeurs d'emploi

En période de recherche d'emploi, la formation professionnelle est un levier fort pour s'ouvrir à d'autres opportunités et acquérir des compétences complémentaires. Si vous pouvez faire le choix de mobiliser directement votre CPF, sachez que France Travail peut vous accompagner dans vos démarches. N'hésitez pas à en parler avec votre conseiller.

Mais quid de vos indemnités de chômage le temps de votre formation ? Si vous êtes bénéficiaire de l'allocation d'aide



au retour à l'emploi, vous bénéficiez de l'allocation d'aide au retour à l'emploi Formation du même montant que l'allocation-chômage antérieure.

Dans le cas contraire, vous pouvez bénéficier de la rémunération de formation France Travail si l'action de formation est conventionnée par celui-ci, ou d'une rémunération publique de stage si celui-ci est agréé par l'État ou la Région. À noter: chaque région peut mettre en place des dispositions particulières en matière de rémunération et/ou d'aides financières.

Pensez également au contrat d'alternance ou d'apprentissage, qui permettent de financer sa formation tout en bénéficiant d'une rémunération.

Les chefs d'entreprise

Rappelons enfin que la formation professionnelle est un droit ouvert à tous et concerne donc également chaque chef d'entreprise. Management des équipes, maîtrise des évolutions techniques, suivi des tendances du marché, changements juridiques, marchés publics, comptabilité... les domaines dans lesquels il doit rester formé et à jour sont multiples. Pour les chefs d'entreprise agricole, l'interlocuteur privilégié reste Vivéa. Ce fonds pour la formation des entrepreneurs du vivant vous accompagne dans le développement de vos compétences et le financement de votre formation professionnelle continue. Si vous bénéficiez du statut de travailleur

MonCompteFormation

UN RESTE À CHARGE DE 100 EUROS PAR FORMATION

Depuis le 2 mai 2024, les titulaires qui souhaitent mobiliser leurs droits CPF doivent s'acquitter d'une participation financière de 100 euros pour souscrire à une formation proposée sur Mon Compte Formation. Ce « reste à charge » a été mis en place par le Gouvernement pour responsabiliser chacun afin qu'il s'engage de manière active dans sa formation.

Ce montant est automatiquement appliqué lors de l'achat d'une formation sur la plateforme. Par exemple: la formation de votre choix coûte 1000 euros, et vous avez plus de 1000 € de droits CPF. Vous pourrez mobiliser seulement 900 € de vos droits CPF, et vous devrez payer la participation financière obligatoire de 100 €. En revanche, si vous n'avez accumulé que 750 euros de droits, alors il vous restera 250 € à payer par vous-même. La participation financière obligatoire est comprise dans ce montant. À noter que vous n'êtes pas concerné par la participation financière obligatoire si:

- vous êtes demandeur d'emploi;
- vous bénéficiez d'un financement de votre employeur versé après le 2 mai;
- vous bénéficiez d'un financement complémentaire de la part d'un OPCO ou d'une branche professionnelle;
- vous mobilisez vos droits dans le cadre de votre Compte professionnel de prévention (C2P);
- vous bénéficiez d'un abondement « accident du travail ou maladie professionnelle » (AT/MP).

Attention: Il est interdit pour les organismes de formation de vous proposer un remboursement de cette somme. Vous vous exposez à des poursuites ainsi que l'organisme de formation. En cas de non-respect de cette interdiction, la Caisse des Dépôts pourra par exemple vous demander le remboursement intégral des droits CPF utilisés pour la prise en charge de votre formation.

non salarié, vous participez obligatoirement au financement de votre formation par le biais d'une contribution spécifique de formation à un organisme collecteur. Ces contributions sont mutualisées et versées par le fonds d'assurances formation (FAF). Vous pouvez savoir de quel FAF dépend votre activité grâce au code NAF qui vous a été délivré par l'Insee lors de l'inscription de votre entreprise.

Au-delà de la possibilité d'être financé par votre FAF, vous pouvez également bénéficier jusqu'au 31 décembre 2024 d'un avantage fiscal prenant la forme d'un crédit d'impôts formation. En outre, plusieurs Régions ont mis en place des dispositifs d'aide destinés aux dirigeants d'entreprise permettant de financer une partie de leur formation

— AUDE BRESSOLIER

Les formations obligatoires peuvent concerner la technique, le réglementaire ou les bonnes pratiques en matière de sécurité du poste de travail.



CHERRAND/BEES/ADOBESTOCK



Législation

LES FORMATIONS PROFESSIONNELLES obligatoires

Santé-sécurité au travail, Caces, Certiphyto... toutes ces formations ont un point commun : elles sont obligatoires, et ce, dans l'ensemble des secteurs d'activité. Et l'agriculture et l'agroalimentaire ne dérogent pas à la règle !

Pour effectuer certaines missions, il est indispensable que le salarié soit formé : il s'agit de la formation obligatoire. Dans le Code du travail, une formation obligatoire consiste à « toute action de formation qui conditionne l'exercice d'une activité ou d'une fonction, en application d'une convention internationale ou de dispositions légales et réglementaires ».

Ces formations peuvent concerner la technique, le réglementaire ou les bonnes pratiques en matière de sécurité du poste de travail. Elles sont nécessairement effectuées sur le temps de travail et la rémunération du salarié est conservée.

Comme l'ensemble des secteurs d'activité, l'agriculture et l'agroalimentaire ont leurs formations obligatoires. Par exemple, dans les élevages de porcs ou de volailles, en plus de l'obligation de désigner un référent en bien-être animal, celui-ci doit obligatoirement se former. Dans les formations obligatoires en agri-agro, on retrouve aussi le Caces pour les conducteurs d'engins, la formation HACCP pour l'agroalimentaire, le Certiphyto pour la vente, le conseil et l'application de produits phytosanitaires ou encore la formation santé-sécurité au travail (SST).

— AMÉLIE DI BELLA

La Coopération agricole

● SOLUTIONS + : LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES COOPÉRATIVES

Créé il y a 25 ans par La Coopération agricole (LCA), Solutions + est un organisme de formation, d'audit et de conseil pour les coopératives agricoles. « Nous accompagnons les coopératives agricoles dans leur transition en leur offrant des solutions en matière de formation et de pilotage de performance industrielle », présente Emmanuel Paris, conseiller en formation à Solutions +. Avec quelques formateurs internes et des partenaires externes, Solutions + propose des formations professionnelles allant d'une journée à une année, sur différentes thématiques : qualité du grain, séchage des céréales, réduction de l'empreinte carbone, mais aussi management, fonctions support, etc. Solutions + propose tout un panel de formations en présentiel, telles que le CQP agent de silo, le parcours Agro TC, le CQP technicien-conseil ou encore le parcours Agromanager. « Nous avons également une offre de formation en e-learning avec la plateforme Coop Academy », précise Emmanuel Paris. Cette approche facilite l'accès à la formation aux personnes qui ne sont pas forcément disponibles et qui souhaitent avancer à leur rythme. Par exemple, la formation santé-sécurité au travail (SST) est très largement proposée par le biais de cette plateforme pour former chaque année près de 700 saisonniers.

Zoom sur...

● TERRENA

« La coopérative Terrena a délivré plus de 11 000 Certiphyto depuis 2010 », se félicite Amélie Garnier, responsable formation à Terrena. En effet, le groupe coopératif de 11 300 collaborateurs positionné sur 11 filières agricoles et agroalimentaires est reconnu comme organisme de formation, avec sa filiale Terrena Innovation, et habilité par les Draaf pour délivrer le Certiphyto. Terrena forme en interne, à la fois ses collaborateurs - les équipes en magasins et silos, les technico-commerciaux en production végétale - et ses agriculteurs adhérents.

En 2023, Terrena a délivré un total de 936 Certiphyto. La coopérative délivre en tout 4 types de Certiphyto : conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ; mise en vente, vente et distribution à titre gratuit de produits phytopharmaceutiques ; utilisation des produits phytopharmaceutiques dans la catégorie décideur et dans la catégorie opérateur.

En partenariat avec le service agronomie de Terrena, les formateurs internes de la coopérative proposent de former les collaborateurs exerçant dans différentes filières végétales (arboriculture, maraîchage et grandes cultures). « Les échanges sont captivants puisque les collaborateurs découvrent les techniques utilisées dans les autres filières », explique Damien Dugast, formateur à Terrena. La formation interne permet d'être plus pertinent auprès des salariés et d'illustrer avec des cas concrets du terrain. »

Chargé·e d'ingénierie de formation EN AGRICULTURE OU AGROALIMENTAIRE

ON COMPTE SUR ELLE/LUI POUR...

- Analyser les besoins en formation des publics cibles
- Assurer une veille sur les métiers et l'évolution des emplois relevant des secteurs de l'établissement
- Concevoir, préparer, planifier, piloter et effectuer un suivi des programmes de formation
- Choisir les modalités pédagogiques les plus adaptées
- Répondre à des appels d'offres pour des marchés publics ou privés de formation
- Constituer et animer des réseaux de partenaires (OPCO, collectivités, entreprises, financeurs...).
- Participer à des travaux de réseaux d'acteurs ou d'instances impliqués dans la relation emploi formation au niveau local ou national

OÙ EXERCER ?

 Pour un lycée agricole, un CFA, un CFPPA, pour un organisme de formation, pour un établissement d'enseignement supérieur...

QUELLE RÉMUNÉRATION ?

Entre 25 et 35 K€.

SON PROFIL



LES FORMATIONS POSSIBLES

- Licence ou master dans le domaine de l'ingénierie de formation
- Ingénieur agri/agro avec expérience dans le domaine de la formation

LES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

- Créer son propre organisme de formation

Éric Gilly, chef du service certification et insertion professionnelle à Eduter Ingénierie, Institut Agro Dijon

« SAVOIR SUIVRE LE MOUVEMENT DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DES BESOINS DES PROFESSIONS »

« Notre service, constitué de 18 personnes, produit les référentiels de diplôme du ministère de l'Agriculture et appuie les établissements dans la mise en œuvre des dispositifs de formation dans le cadre des politiques publiques. Il fait partie des trois services, avec "pratiques éducatives" et "organisation des établissements", qui constituent Eduter Ingénierie au sein de l'Institut Agro Dijon. Nous sommes mandatés par la direction générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER) du ministère de l'Agriculture dans le cadre du dispositif national d'appui (DNA) pour aider les établissements de formation de l'enseignement technique agricole sur l'ensemble du territoire national. La grande majorité de nos collaborateurs sont des chargés d'ingénierie de formation. Ils travaillent à la fois avec les politiques publiques du ministère et les acteurs de l'enseignement agricole, dont les centres de formation. Les chargés d'ingénierie sont contraints de travailler dans une forme d'incertitude, car ils doivent suivre le mouvement des politiques publiques et des besoins des professionnels qui évoluent rapidement. De plus, ils interviennent auprès des établissements, en particulier auprès de leurs chargés d'ingénierie de formation, pour les conseiller dans la mise en œuvre

des dispositifs de formation et de certification.

Dans l'idéal, nous cherchons des profils à double bagage avec une formation technique en agriculture, type BTS ou école d'ingénieurs, couplée d'un cursus en sciences de l'éducation, licence ou master. Nous valorisons également les profils ayant travaillé dans un centre de formation en tant que formateur ou enseignant, qui comprennent le fonctionnement des établissements et des dispositifs de formation.

La formation dépend de plusieurs partenaires et corps de métiers, comme les financeurs, l'inspection de l'enseignement agricole, les équipes d'enseignants, etc. Ainsi, les chargés d'ingénierie de formation doivent pouvoir travailler en équipe et en relation avec ces différentes personnes pour développer des projets de dispositifs de formation. Leurs missions peuvent s'apparenter à celles d'un chef de projet. »



INSTITUT AGRO DIJON

Catherine Belouet, chargée d'ingénierie de formation à Eduter Ingénierie, Institut Agro Dijon

« DÉCRYPTER UN MÉTIER ET COMPRENDRE LES BESOINS EN FORMATION »

« J'ai travaillé en organisme de formation tout au long de mon parcours professionnel. À travers ces expériences, j'ai accédé en janvier 2022 au poste de chargée d'ingénierie de formation et de certification au sein d'Eduter Ingénierie à l'Institut Agro Dijon. Mes activités sont organisées autour de deux axes principaux : l'écriture des référentiels de compétences et d'évaluation des certifications en unités capitalisables et du MASA ; l'appui à leur mise en œuvre par les centres de formation agricole et leurs équipes pédagogiques. Dans ce cadre, j'anime des sessions institutionnelles de lancement des diplômes pour présenter la rénovation en lien avec les attentes des professionnels et des politiques publiques, les nouvelles compétences à évaluer, etc. J'anime également des modules de formation destinés principalement aux équipes pédagogiques qui ont la charge de la mise en œuvre des formations, notamment sur des thématiques autour de l'évaluation des compétences en situation professionnelle



CATHERINE BELOUET

et de l'individualisation des parcours de formation.

Dans les deux cas, nous travaillons à partir d'une approche située. En effet, nous analysons le travail pour repérer les situations professionnelles significatives et/ou complexes afin de développer un référentiel de diplôme au plus près des besoins des professionnels ou une formation la plus située possible pour accompagner la professionnalisation des formateurs. Ce travail implique de mobiliser des capacités d'écoute et d'analyse pour décrypter un métier et comprendre les besoins en formation. Notre mission est de développer des dispositifs de formation

agiles et ancrés dans la réalité professionnelle des bénéficiaires et nous nous adaptons à différents types d'interlocuteurs (professionnels, formateurs, directions de centres de formation agricole...). Enfin, le travail en équipe est essentiel, l'interaction avec les autres chargés d'ingénierie du service et de la direction est constante. »

Sport

COMMENT FAIRE DES JO UN FACTEUR de cohésion en entreprise ?

Au-delà des contraintes qui pèseront sur l'organisation du travail, les Jeux olympiques peuvent être l'occasion de favoriser la pratique sportive en entreprise et de renforcer le lien social.



LIVIA MITSKANETS / ADOBE STOCK

Étude

● LORS DES JO, UN QUART DES FRANÇAIS PASSERA AU TÉLÉTRAVAIL TOTAL OU PARTIEL

Selon une étude de Zoom France, le spécialiste de la visioconférence, les habitudes de travail des Français vont être bouleversées à l'occasion des Jeux olympiques 2024. Près d'un quart des personnes sondées (26 %) aura un mode de travail différent du reste de l'année. Parmi eux, plus de la moitié (54 %) passera au 100 % télétravail, tandis que l'autre moitié (46 %) sera en mode hybride, alternant télétravail et travail en présentiel. Bien entendu, cet impact est proportionnel à la taille de la ville d'habitation. Seuls 13 % des Français vivant dans un village ou un bourg modifieront leur mode de travail, contre 30 % pour les salariés résidant dans les grandes villes de plus de 50000 habitants.



Avec 15 millions de visiteurs cumulés attendus durant la durée de la compétition, les Jeux olympiques et paralympiques 2024 auront indéniablement un impact sur l'activité et le fonctionnement des entreprises. Comment aménager au mieux l'organisation du travail pour faire face à la congestion des transports qui ne manquera pas d'arriver, alors même que nous serons au cœur de l'été ?

Afin de minimiser cet impact, le ministère du Travail a publié un guide pratique incitant les employeurs à adapter les horaires de travail en fonction des pics d'affluence dans les transports, à travailler en horaires décalés, à recourir autant que possible au télétravail ou à faire coïncider la période de congés payés avec le calendrier des JO.

De manière générale, il est conseillé de tout faire pour faciliter les conditions de travail des salariés dont le quotidien pourrait bientôt virer au cauchemar avec l'augmentation du trafic, les restrictions de circulation et les fermetures de routes.

Retombées économiques et effets induits

Voilà pour le côté négatif. Sur le versant positif, de nombreuses entreprises profiteront des retombées économiques des Jeux olympiques et pas seulement dans le domaine de l'hôtellerie-restauration. Près de 5 milliards d'euros de commande publique sont injectés dans l'économie nationale et l'effet JO devrait faire progresser le PIB d'environ 0,5 % au troisième trimestre. Il y a aussi des effets plus indirects. De grands groupes comme Sanofi ou Carrefour participeront concrètement aux JO. Non seulement, ils comptent dans leurs rangs des athlètes en compétition, mais des collaborateurs se sont portés volontaires ou sont devenus relayeurs de la flamme. Les plus chanceux assisteront à l'événement en tant que spectateurs grâce aux places offertes par leur employeur.

Ces grandes entreprises invitent aussi des sportifs de haut niveau à venir témoigner lors de conférences maison. Ils partagent leurs retours d'expérience, analysent les facteurs de réussite et d'échecs. Autant de conseils facilement applicables au monde du travail.

Organiser ses propres olympiades

Autre piste : organiser ses propres olympiades. Leader français de la cotation automobile, Autobiz a ainsi monté sa compétition, rebaptisée « Olymbiz » en reprenant tous les codes des JO, à commencer par le parcours de la flamme et la cérémonie d'ouverture. Afin de tenir compte des passions des collaborateurs, seule la nature des épreuves a changé avec un tournoi d'échecs en ligne ou une compétition de fléchettes (lire interview). L'organisation de JO en interne présente de nombreuses vertus. Elle met en valeur le collectif et l'esprit d'équipe et véhi-

Avis d'expert

« LE SPORT VÉHICULE BEAUCOUP DE VALEURS »

Virginie Harant, responsable marketing communication, CRM chez Autobiz.

Comment le projet Olymbiz est-il né ?

Virginie Harant : L'ambition du projet est de profiter du contexte des Jeux olympiques pour fédérer les équipes et créer des ponts et des connexions entre les différentes business units. Le personnel du groupe est réparti entre la France, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et la Tunisie. L'idée était de proposer notre propre compétition baptisée « Olymbiz ». Elle a été immédiatement validée par la DRH. Un comité olympique composé de cinq membres a été créé, puis nous avons lancé un sondage afin de connaître les différents hobbies des collaborateurs. Nous avons repris tous les marqueurs des JO avec des cérémonies virtuelles d'ouverture et de clôture. Pour reproduire le parcours de la flamme, nous avons demandé aux collaborateurs de se prendre en photos lors de leurs vacances, puis nous avons rajouté dessus une torche virtuelle.

Quelles épreuves avez-vous retenues ?

V. H. : Douze activités ont été retenues. Il y a des épreuves physiques comme la marche, le vélo et la natation, où il s'agit de cumuler les kilomètres, ou virtuelles avec un tournoi d'échecs en ligne et des compétitions de jeux vidéo en réseau (Mario Kart, Fifa...). Enfin, on trouve des disciplines en présentiel, comme les fléchettes et le foot en salle. Pour les moins « sportifs », un concours de desserts est organisé, avec présentation en ligne de chaque gâteau. Il s'agit d'embarquer le plus de monde. En tout, 82 participants se sont inscrits aux différentes compétitions, soit plus de la moitié de l'entreprise. Donnant l'exemple, des membres du comité de direction participent à l'Olymbiz.

Quels bénéfices tirez-vous de cet événement ?

V. H. : Il permet à des personnes, qui d'ordinaire ne collaborent pas ensemble, d'échanger. Par exemple, un informaticien participe à la même épreuve qu'un responsable commercial. Il s'agit de renforcer le lien social et la cohésion d'équipe, mais aussi d'encourager la pratique sportive. Le sport véhicule des valeurs de partage, d'engagement, de dépassement de soi sans parler des apports pour la santé. Le tout pour un budget limité. Nous avons loué des consoles, acheté des jeux de fléchettes et les épreuves se déroulent sur le temps du déjeuner. Il s'agit aussi de donner une vision positive des JO. Bien sûr, il sera compliqué de circuler en région parisienne, mais l'événement se tient une fois tous les 100 ans. L'initiative devrait perdurer après les JO. Des collègues partent courir ensemble le midi, les joueurs d'échecs se connaissent désormais.

culé des valeurs comme l'engagement, le dépassement de soi, le courage, l'adaptabilité ou la persévérance. Autant de valeurs qui trouvent un écho évident dans le monde de l'entreprise. Dans une saine émulation, des équipes entrent en compétition, leurs managers jouant le rôle de préparateur et de coach.

Les gains pour un employeur sont mesurables. Selon la Fédération française du sport en entreprise, la pratique d'une

activité physique ou sportive augmente la productivité des salariés de 6 à 9 % et réduit l'absentéisme de 30 à 40 %. Elle rappelle que 30 % des arrêts maladie en France sont causés par des troubles musculo-squelettiques (TMS). Avec 80 % des salariés souhaitant pratiquer une activité physique en entreprise, le sport constitue, enfin, un levier d'attractivité et de rétention des talents.

— XAVIER BISEUL



AUTOBIZ

Agricultures au féminin

ESA : UNE CHAIRE POUR RENFORCER la visibilité des femmes dans le monde agricole

L'École supérieure des agricultures, ESA, a fondé sa nouvelle chaire d'enseignement « *Agricultures au féminin* ». Elle entend ainsi contribuer à la formation des acteurs du monde agricole à la question du genre, renforcer la visibilité des femmes en agriculture, ainsi que travailler à rendre les métiers agricoles toujours plus attractifs pour les femmes.

Après des mois de travail de la part de l'école autour des questions de genre et de très nombreux échanges avec les acteurs du secteur agricole, l'École supérieure des agricultures a créé sa nouvelle chaire d'enseignement, « *Agricultures au féminin* ». Son objectif : renforcer la place des femmes et leur impact positif sur les filières agricoles et alimentaires.

« L'ESA a toujours été à la pointe des évolutions du monde agricole. Après la chaire Agriculture écologiquement intensive et la chaire Mutations agricoles, nous avons identifié un sujet important qui est celui de la visibilité des femmes dans les instances de décision, pour des filières plus inclusives et plus attractives. C'est avec fierté que nous créons la chaire *Agricultures au féminin* pour mener, avec nos partenaires, ce changement sociétal qui

bénéficiera aux générations actuelles et futures ! » déclare René Siret, directeur général de l'ESA.

Pour cela, la chaire prévoit de soutenir des initiatives entrepreneuriales et la promotion de l'accès des femmes aux marchés, financements et aux opportunités dans toutes les formes d'agriculture. Elle délivrera, par exemple, des bourses d'excellence à de jeunes talents féminins qui se distinguent par leur engagement et leurs réalisations exceptionnelles dans le domaine agricole. « Ces bourses permettront de concrétiser des idées innovantes, tout en renforçant l'entrepreneuriat et la recherche au féminin », souligne l'ESA.

Inspirer les jeunes générations

La chaire mettra également l'accent sur les programmes de mentorat et d'accompagnement, développés pour soutenir les jeunes talents féminins dans

leurs parcours professionnels. Le travail de la chaire a également vocation à irriguer toutes les formations de l'école (BPREA, BTS, Agriculcadre, bachelor, ingénieurs, master) grâce à la mise en place de modules dédiés, d'ateliers, de conférences et de mentorat. À moyen terme, la création de nouveaux modules d'enseignement sera envisagée. La chaire sera aussi en lien avec les collèges et les lycées, afin de valoriser les agricultures au féminin et de donner envie aux jeunes filles de rejoindre les métiers du vivant, à travers notamment des témoignages d'agricultrices dans les établissements. La chaire *Agricultures au féminin* s'attachera à toujours mieux appréhender la question de genre en agriculture, à travers des travaux de recherche produits en interne ou par des partenaires académiques et associatifs, en France et à l'international. Elle continuera de recueillir et d'analyser l'information sur le terrain, pour prendre le pouls du sujet en temps réel.

Agricultures au féminin prévoit enfin de continuer à réunir les acteurs du secteur agricole afin de créer des moments de partage, au cours desquels ils pourront aborder leurs problématiques communes et débattre des tendances et des bonnes pratiques. Des événements comme des webinaires, tables rondes, ou encore des colloques permettront d'inspirer, construire et trouver des solutions entre pairs, avec l'appui d'enseignants-chercheurs et de la nouvelle génération.

— AUDE BRESSOLIER



HALFPPOINT / ADOBE STOCK

Les jardins bio du Médoc

150 tonnes de myrtilles bio EN GIRONDE

La myrtille connaît un succès grandissant en France. Pourtant, le pays ne produit que 11 % de sa consommation. Parmi les producteurs français, votre magazine « Tribune Verte » s'est rendu aux jardins bio du Médoc, en Gironde, qui cultivent 100 000 pieds de myrtilliers sur 28 ha au milieu des pins.

Les beaux jours tardent à arriver en France, mais les fruits de saison, non ! Parmi les fruits d'été préférés des Français, on compte les petits fruits rouges : framboise, mûre, groseille rouge, cassis... Sans oublier la myrtille, dont la consommation a doublé au cours des cinq dernières années. En France, elle est passée de 456 à 945 g par ménage et par an, selon les données Kantar. Toutefois, l'Hexagone ne produirait que 11 % de sa consommation, d'après l'Association des producteurs de myrtilles de France.

C'est en Gironde, entre Bordeaux et le cap Ferret, que se trouve l'une des plus grandes exploitations certifiées bio de myrtilles, la SCEA Les jardins bio du Médoc. Encerclée par la forêt de pins, la surface de 28 ha comprend près de 100 000 pieds de myrtilliers et six variétés. Ces dernières se distinguent principalement par le stade de maturité des baies, qui permet d'étaler la période de production de début juin à fin juillet. Nous sommes en plein cœur de la récolte !

Malheureusement, les myrtilliers n'auront pas été épargnés par le gel cette année, et Pierre Personnic, dirigeant de l'exploitation, estime les pertes entre 70 et 80 %. Pourtant, les parcelles dis-

posent d'un système d'irrigation par sprinklers sur l'ensemble de la surface cultivée, permettant de protéger les fleurs au stade critique de nouaison. Mais le volume d'eau actuellement disponible aux jardins bio du Médoc ne permet d'irriguer que 20 % des surfaces. En plus de protéger les myrtilliers au printemps, l'irrigation couvre les besoins en eau de l'arbuste durant l'été.

Protéger l'ensemble des parcelles au printemps

« Nous souhaitons améliorer notre gestion de l'eau, car le gel sera toujours problématique », appuie Pauline Da Silva Cruz, responsable commerciale de l'exploitation. De fait, le gérant envisage d'acquérir de nouveaux forages pour irriguer, et donc protéger, l'ensemble des parcelles au printemps. Aussi, afin d'identifier les besoins en eau des arbustes en été et de mieux optimiser les arrosages, des sondes tensiométriques sont implantées à différents endroits du site.

Mis à part la menace du gel, les myrtilliers des jardins bio du Médoc n'ont pas grand-chose à craindre ! Etant la seule exploitation fruitière de la zone et protégée par les parcelles de pins, il n'y a qua-

siment pas de ravageur. « Nous surveillons la présence de la *Drosophila suzukii* à l'aide de pièges, et les dégâts qui ont été observés restent anecdotiques », rassure Pierre Personnic. De plus, les myrtilliers du site n'ont besoin d'aucun traitement fongicide. Non seulement l'exploitation est certifiée bio depuis 2021, mais elle n'a eu besoin d'utiliser ni cuivre ni soufre sur ses arbustes : une chance par rapport aux autres producteurs français.

10 % ramassés par les particuliers

Les jardins bio du Médoc produisent jusqu'à 150 tonnes de myrtilles chaque année, toutes variétés confondues. 40 % de la récolte, réalisée à la main, se destinent au marché en frais auprès de grossistes et des GMS. 50 % des myrtilles récoltées, à l'aide d'une sorte d'enjambeuse, sont consacrés aux industries agroalimentaires (confiture, coulis, jus, etc.). Les 10 % restant de la récolte correspondent à la cueillette des particuliers, qui viennent nombreux chaque année pour ramasser les baies bleues. En saison, les habitants de la région ramassent ainsi environ 10 tonnes pour un prix de 6 €/kg.

Bien évidemment, en plus de ces cueilleurs volontaires, l'exploitation emploie des saisonniers pour la récolte manuelle en frais. « Nous passons par un prestataire, qui s'occupe de recruter nos saisonniers », précise Pierre Personnic. En tout, 45 cueilleurs travaillent aux jardins bio du Médoc, à une cadence de 6 kg de myrtilles par heure, lorsque la production est à son maximum. Enfin, l'exploitation conditionne sur site les myrtilles fraîches en barquettes ou en vrac à l'aide de douze saisonniers.

— AMÉLIE DI BLUEBELLA



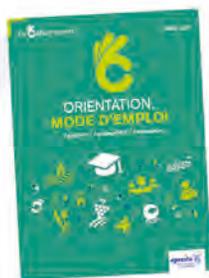


DÉCOUVREZ LA DERNIÈRE PUBLICATION DE L'APECITA

LE GUIDE DE LA FORMATION EN AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE & ENVIRONNEMENT

ÉDITION 2024

DISPONIBLE SUR WWW.APECITA.COM



Une orientation adaptée. Un métier qui a du sens.

Consultez l'ensemble des formations existantes, là où votre projet professionnel prend vie

agrororientation.com



Un abonnement à 2 newsletters Des actualités tous les mois.

Pour avoir toutes les dernières actus RH et Orientation, abonnez-vous à nos newsletters !



Toi aussi ENGAGE-TOI vers le succès!

TA MISSION SI TU L'ACCEPTES : APPORTER DES RÉPONSES AUX ENJEUX DES AGRICULTEURS AU SEIN D'UNE ÉQUIPE DYNAMIQUE ET PARTICIPER À UN PROJET AMBITIEUX.

FB-APECITA-VH-0720

AVENUE DES CENSIVES - TILLÉ - BP 50333 - 60026 BEAUVAIS CEDEX
TEL : 03 44 06 40 00

www.emploi.isagri.fr



LES DÉLÉGATIONS

APECITA

Pour répondre à une annonce,

appelez la délégation

APECITA de votre région

Alsace : 03 89 22 24 87
Aquitaine : 05 57 85 40 50
Auvergne : 04 73 28 77 05
Bourgogne / Franche-Comté :
 03 80 52 93 52
Bretagne : 02 23 48 25 60
Centre : 02 38 71 91 15
Champagne-Ardenne : 03 26 04 74 79

Île-de-France et DOM-TOM :
 01 71 93 56 90
Languedoc-Roussillon :
 04 67 06 23 23
Lorraine : 03 83 98 74 00
Midi-Pyrénées : 05 61 73 24 29
Hauts-de-France :
 03 21 60 48 68

Normandie : 02 31 47 22 45
Pays de la Loire : 02 40 16 37 88
Poitou-Charentes / Limousin :
 05 49 44 75 22
Provence-Alpes-Côte-d'Azur /
Corse : 04 90 84 06 00
Rhône-Alpes : 04 72 76 13 00

FONCTIONS SUPPORT

Contrôleur de gestion négoce agricoles H/F

AY007260 - SEINE-MARITIME



Le groupe NatUp recrute, pour sa direction financière basée à Mont Saint Aignan [76], un(e) Contrôleur(se) de gestion négoce agricoles en CDI. Rattaché(e) au responsable contrôle de gestion pôle agricole, vous intervenez sur le périmètre des filiales négoce ci dessous : alternae, situé à Gisors

[27], 55 personnes, ISOMEUR de CA, <https://alternae.sas.fr/>, SASLethuillier, situé à Gonnevillle la Mallet [76], 40 personnes, 40MEUR de CA), <https://www.lethuillier.fr/>.

● **Missions :** En proximité étroite avec les équipes dirigeantes de ces filiales, vos missions sont les suivantes : Établissement de tableaux de bord de suivi d'activité, sur centres de profit ou de coûts : Concevoir et présenter des rapports, notamment de suivi d'activité et de marge brute. Analyser les écarts. Échanger avec les opérationnels pour commenter les évolutions par rapport à n-1 et aux objectifs. Recueillir des besoins et améliorer les tableaux de bord. Reporting : Réaliser des reportings mensuels dans le respect des normes et délais du groupe. Exploiter des données comptables. Échanger avec les équipes comptables pour comprendre / ajuster le reporting. Contribuer à la rationalisation et à l'optimisation des processus de clôture pour en améliorer l'efficacité et la qualité [évolution des procédures, du système d'information...]. Prévisions budgétaires : Animer le processus budgétaire. Élaborer avec les responsables opérationnels les budgets, suivre leur réalisation. Contrôle du pilotage des flux et des stocks : Organiser et suivre les inventaires avec les responsables d'exploitation. Contrôler la cohérence des mouvements de stocks, assurer l'amélioration continue des processus. Valoriser les stocks. Réalisation d'études économiques : Réaliser des études ponctuelles, selon les besoins des équipes opérationnelles. Accompagner des projets de développements, analyses de rentabilité, ... Gestion des risques marchés : Contrôler la cohérence des opérations réalisées sur les marchés à terme [Euronext].

● **Profil :** Diplômé(e) d'une formation de niveau Bac+4 à Bac+5 en contrôle de gestion, vous justifiez d'au moins 3 ans d'expérience sur un poste similaire. Curieux(se), rigoureux(se) et ouvert(e) d'esprit, vous aimez travailler en équipe. Votre capacité d'adaptation vous permettra d'échanger avec de nombreux interlocuteurs différents, directeurs et opérationnels terrain. Vous justifiez d'une maîtrise avancée sur Excel [tableaux croisés dynamiques, fonctions recherche & formules], vous connaissez le fonctionnement d'un ERP et êtes à l'aise avec des outils de gestion de bases de données [BI].

● **Conditions proposées :** Poste à pourvoir en CDI. Rémunération selon profils et expérience. Permis B + voiture indispensable. Avantages groupe [13e mois, primes d'intéressement et de participation, CSE, mutuelle]. Ce poste requiert une présence sur le terrain, le permis B et la voiture sont indispensables pour occuper cette fonction [remboursement des frais km]. La fréquence des déplacements est de 2 jours par semaine : 1 journée par filiale par semaine (à Gisors pour Alternae et à Gonnevillle La Mallet pour la SAS Lethuillier).

Administrateur systèmes et réseaux F/H

AY006912 - SEINE-MARITIME



Dans le cadre de son développement, NatUp recrute dès maintenant un administrateur systèmes et réseaux F/H.

● **Missions :** Votre mission principale est de mettre en œuvre et d'assurer la disponibilité des ressources physiques et virtuelles, c'est-à-dire les serveurs, les disques et les automates, et les ressources logiques nécessaires au fonctionnement des systèmes de production et d'exploitation informatiques et télécoms de l'entreprise. Vous surveillez le fonctionnement des différents systèmes et réseaux, selon les normes et les méthodes d'exploitation et de sécurité. Enfin, vous assurez également un support technique et de maintenance. Rattaché(e) au responsable infrastructures et service clients informatique, vos missions dans le détail sont les suivantes : Administration des serveurs dans le contexte de sécurité du groupe : Installer, préparer, maintenir et superviser les serveurs : administration des systèmes d'exploitation [Windows, Linux, etc.], mises à jour et montées de version des serveurs, sauvegarde des données Configurer l'outil de supervision systèmes PRTG, Maîtriser les solutions de Backup Veeam Cohesity, Administrer et configurer les hyperviseurs VMware et Hyper V, Administration et sécurisation des réseaux informatiques du système d'information. Configurer, surveiller et maintenir le réseau informatique du groupe [Cisco Meraki] Assurer la maintenance des équipements [routeurs, commutateurs, pare-feu] y compris les mises à jour de firmware, les correctifs de sécurité et les mises à niveau, Superviser l'installation et le paramétrage des équipements [switch, routeur, etc.], Mettre en place des mesures de sécurité pour protéger les données et les systèmes. Assurer la bonne gestion des droits d'accès au réseau dans le respect des règles SI, Diagnostiquer et corriger les problèmes réseau, tels que les pannes de connectivité, les problèmes de performance et les problèmes de configuration. Être en capacité d'interagir avec les différents prestataires [Seriny Telecom, Orange, SFR...]. Support utilisateurs et mise à jour de la documentation : Prendre en charge les tickets Nv2/Nv3 en apportant un support utilisateur Contribuer au maintien de la documentation des configurations d'infrastructure.

● **Profil :** Idéalement, vous justifiez d'un diplôme de niveau Bac+2 à Bac+5 et d'une première expérience réussie sur un poste similaire. Vous maîtrisez les infrastructures IT, la gestion

Cahier Expert

L'emploi dans les Organisations professionnelles agricoles

SCAN ME



des logiciels [systèmes d'exploitation, serveurs de messagerie, bases de données...]. Vous justifiez de connaissances en protocoles réseaux et télécommunication, en base de données, en systèmes d'exploitation, et en technologie de conteneurisation. Vous êtes reconnu(e) pour votre sens de l'organisation et êtes doté(e) d'une bonne culture générale sur la sécurité informatique et d'un esprit d'analyse et de synthèse. Vous faites preuve d'initiative, d'une volonté d'améliorer durablement vos performances et vous avez un excellent relationnel. Vous êtes capable de diagnostiquer des pannes ou des anomalies, analyser des dysfonctionnements, mettre en production et déployer des ressources informatiques.

● **Conditions proposées :** Poste à pourvoir en CDI. Avantages groupe : Prime 13e mois, Prime d'ancienneté, Intéressement, Participation, Avantages CSE, Mutuelle, PEE, Perco.

PRODUCTION / AMÉNAGEMENT / TRANSFORMATION

Coordinateur de production F/H

AX014904 - MOSELLE



Pour accompagner son développement et la satisfaction continue de ses clients, CRUDIMO, entreprise leader régional sur le marché des salades et crudités, reconnue pour la qualité de ses produits et de son savoir-faire recrute son / sa futur(e) : « Coordinateur de production F/H » Notre finalité ? Assurer une alimentation saine et facile à cuisiner à nos clients restaurateurs et collectivités. En tant que Coordinateur de production F/H, vous jouerez un rôle essentiel dans notre entreprise, auprès des équipes et au service de nos clients.

● **Missions :** Voici vos principales responsabilités : Organiser la production en fonction des demandes des clients. Assurer la bonne réalisation de toutes les étapes du processus de fabrication. Coordonner les pilotes de ligne et les équipes de production [30 personnes], en veillant au respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire. Piloter les équipements de production [tranchage, épluchage, conditionnement]. Réaliser le reporting auprès de votre direction.

● **Profil :** Au-delà de votre expérience et de votre formation, nous recherchons une personne organisée, réactive et dotée d'un réel sens pratique. Votre esprit d'équipe et votre sens de la satisfaction client sont des atouts essentiels pour réussir dans ce poste.

● **Conditions proposées :** Rémunération attractive selon profil. Rémunération et statut en fonction de votre expérience et de votre formation Poste basé à Marly [57] - proche Metz Site desservi par les transports en commun et à proximité d'une zone commerciale. Rejoignez CRUDIMO, une entreprise à taille humaine, engagée pour ses clients, auprès d'une direction proche de ses équipes.

Chef de culture-ouvrier qualifié F/H

AY005586 - HÉRAULT

● **Missions :** Domaine viti/vinicole de 15ha en bio, dans le secteur montagnard des schistes de Saint Chinian, sur la commune de Berlou, riche en vieux carignans. Les parcelles de vieilles vignes parfois centenaires, sont sélectionnées et classées selon leur potentiel avant assemblage. Production annuelle 80000

Sélection d'annonces

Bouteilles en AOP Saint Chinian, AOP Saint Chinian Berlou, AOP Saint Chinian Blanc, AOP Saint Chinian Rosé, Vin de France Fantaisie. Vous êtes responsable de la vigne, de son bon développement mais aussi des travaux à effectuer au vignoble. Vous encadrez les agents viticoles et le personnel saisonnier :Gestion du personnel (consignes de sécurité et de travail)Formation et information de votre équipe sur les nouvelles pratiques culturales. Vous êtes responsable de la conduite technique du vignoble, dans un souci de respect de l'environnement et de qualité du raisin :En fonction du développement de la vigne et des conditions météorologiques, vous planifiez et suivez l'ensemble des travaux. Vous évaluez l'état et la qualité de la vigne et des raisins tout au long de leur développement et réajustez les pratiques culturales. Vous assurez la traçabilité des opérations au vignoble. Vous gérez les achats et discutez avec les propriétaires des investissements à réaliser. Vous êtes responsable du matériel utilisé dans les vignes [suivi, maintenance...].En étroite collaboration avec le propriétaire, vous supervisez l'élaboration du vin :Vous organisez la réception de la vendange et dirigez les opérations avant fermentation. Vous vérifiez l'évolution de la vinification. Vous élaborez les cuvées avec le propriétaire [assemblages, filtrations...].Vous assurez l'élevage du vin et contrôlez son bon déroulement par des dégustations régulières, par des analyses en laboratoire et des soutirages. Vous effectuez ensuite la mise en bouteille. Vous êtes aussi responsable de la bonne gestion du chai :Vous appliquez et faites appliquer les normes d'hygiène, assurez le contrôle qualitatif et sanitaire des cuves. Vous faites appliquer les référentiels qualité et vérifiez le bon fonctionnement du système de traçabilité lorsqu'il existe. Vous gérez le matériel et les stocks. Vous êtes aussi chargé tenir les registres et cahiers de cave... Vous préparez les commandes.

● **Profil :** Vous avez déjà travaillé dans un domaine et vous connaissez le travail de viticulture, vous êtes autonome, dynamique et volontaire. Vous aimez les défis.

Agent de production F/H

AY006898 - OISE



LE DÉCORTICAGE, VENTE DE GRAINS ET COPRODUITS Agri CPS décortique des céréales à façon, notamment de l'épeautre, pour le compte de coopératives Françaises, de meuniers partenaires. Agri CPS vend du grand épeautre, du petit épeautre, de l'emmer et des lentilles corails pour ses clients Agro

industriels. Agri CPS a mis au point une litière Biologique unique pour chat issue des coproduits de décortication et commercialisée sous la marque « Plumes et Poils ».RECHERCHE AGRONOMIQUE ET NOUVELLES VARIÉTÉS En partenariat avec les obtenteurs Européens, Agri CPS fait du screening variétal de céréales décorticables afin de sélectionner les cultivars les plus adaptés à la production Française. MEUNERIE ARTISANALE ET PANIFICATION Agri CPS est équipé d'une meule de pierre permettant de tester des lots de céréales issus de la recherche variétale. Nos partenaires meuniers, boulangers, industries de l'agro alimentaire sont alors à même de choisir à la carte leurs mélanges variétaux pour une mise en production auprès d'AgriCPS. L'APPROVISIONNEMENT EN CÉRÉALES Agri CPS dispose d'un réseau de producteurs et de collecteurs en zone nord France Pour son site de BONNEUIL LES EAUX [60] AGRI CPS recherche un Agent de Production H/F

● **Missions :** Missions essentielles :Effectuer les contrôles, les réglages des outils de triage et décortication en respectant les procédures établies Enregistrer des données liées à la fabrication Identifier tout dysfonctionnement et assurer un diagnostic afin de participer à la mise en œuvre du plan de maintenance Conduite d'engins de manutentions Veiller au respect des consignes de travail Entretien le site et les installations / Participer aux démarches qualité et sécurité

● **Profil :** Bac à Bac +2 dans le domaine agricole ou conduite de lignes industrielles/Débutant accepté Bonne maîtrise des outils informatiques [utilisation d'un trieur optique]CACES apprécié Autonomie, rigueur, organisation, sens du relationnel et goût pour le travail en équipe, réel attrait pour notre domaine d'activité Des compétences en triage [notamment triage optique] serait un plus

● **Conditions proposées :** Avantages de l'offre :Intégrer une petite entreprise bio. Importante liberté d'action et forces de

proposition. Si vous vous retrouvez dans tous ces points, alors n'hésitez plus et envoyez-nous votre CV !Type d'emploi : Temps plein Travail posté : 2X7

Charge fabrication beurre-ricotta F/H

AY006884 - SAVOIE



C'est à l'initiative de l'Union des Producteurs de Beaufort [UPB] que Savoie Lactée a été créée en 2015. Le site Savoie Lactée repose sur un process industriel unique en Europe qui allie la valorisation du lactosérum à une unité de méthanisation. Près de 50 millions de litres de lactosérum par an sont transformés.

L'objectif de valoriser les coproduits issu de la fabrication du Beaufort (AOP) et de la Tomme de Savoie apportées par les 9 coopératives adhérentes. L'unité est composée de 4 ateliers : Le secteur de la fabrication de poudre de lactosérum, poudre WPC 80 de Savoie Lactée, avec une capacité de 400 tonnes annuelle. D'une beurrerie : production d'un beurre de Baratte, environ 230 tonnes par an. Un atelier de fabrication de Ricotta avec une capacité de 20 tonnes annuelle. Enfin la méthanisation couplée à une cogénération traitant tous les effluents du site afin d'être autonome en énergie. Placé sous la responsabilité du responsable de l'atelier.

● **Missions :** Participe à la fabrication Est en charge du conditionnement Effectuer les analyses laboratoires courantes Participe aux missions d'amélioration continue de l'atelier Participe à la maintenance de Niveau I

● **Profil :** Autonomie et être en capacité à prendre des décisions Travail en équipe [interaction avec les autres ateliers] Rigueur et respect des procédures Le poste de chargé fabrication beurre ricotta est accessible sans formation spécifique. L'entreprise s'engage à former pendant une période de 02 à 04 mois. Une expérience en industrie est souhaitable.

● **Conditions proposées :** CDI CULTURE ENTREPRISE : Montée en compétences des collaborateurs [formation interne et externe]. Amélioration continue avec des groupes de travail. Implication des collaborateurs dans les projets transversaux : production, maintenance, investissements et qualité. Consultation des collaborateurs pour améliorer le bien-être au travail.

COMMERCE / MARKETING

Nutritionniste F/H NORD

AY005705 - HAUTS-DE-FRANCE



KEENAN, fabricant Irlandais de mélanges, faisant partie du groupe Alltech, développe sa gamme de machines et le système de nutrition MécaFibre Keenan depuis 30 ans dans les élevages laitiers et allaitants de nombreux pays.

Au-delà d'une simple mélangeuse, c'est un système complet d'alimentation que nous proposons avec pour objectif d'améliorer la valorisation des rations, la santé des animaux et leur impact carbone ainsi que la rentabilité des exploitations. Dans le cadre de sa stratégie de développement, KEENAN recherche un(e) Nutritionniste pour le secteur Nord. Après quelques années dans le secteur de l'agriculture, vous souhaitez un nouveau challenge, une possibilité de mettre en avant vos compétences tout en sortant de votre zone de confort. Alors vous êtes au bon endroit !En collaboration avec votre binôme commercial, vous deviendrez le référent technique sur votre zone et reconnu comme tel.

● **Missions :** Conseiller et suivre vos éleveurs pour les aider à valoriser leurs rations .Prospecter pour toujours développer votre zone .Participer avec votre binôme commercial au développement de votre zone [événement, salons, réseau...]. Vous avez de l'expérience dans le conseil technique ? Vous aimez évoluer dans le monde de l'alimentation animale ? Vous avez à cœur d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles ? Rejoignez notre équipe jeune et dynamique !

● **Profil :** De formation Bac +2 à Bac +5 en Agriculture spécialité production animale. L'anglais est un tout supplémentaire. Le candidat idéal sera énergique, enthousiaste et aura une aisance relationnelle incontestable. Une première expérience dans le domaine du conseil technique agricole sera un plus

● **Conditions proposées :** CDI.

Nutritionniste F/H BRETAGNE

AY005706 - BRETAGNE



KEENAN, fabricant Irlandais de mélanges, faisant partie du groupe Alltech, développe sa gamme de machines et le système de nutrition MécaFibre Keenan depuis 30 ans dans les élevages laitiers et allaitants de nombreux pays.

Au-delà d'une simple mélangeuse, c'est un système complet d'alimentation que nous proposons avec pour objectif d'améliorer la valorisation des rations, la santé des animaux et leur impact carbone ainsi que la rentabilité des exploitations. Dans le cadre de sa stratégie de développement, KEENAN recherche un(e) Nutritionniste pour le secteur Bretagne. Après quelques années dans le secteur de l'agriculture, vous souhaitez un nouveau challenge, une possibilité de mettre en avant vos compétences tout en sortant de votre zone de confort. Alors vous êtes au bon endroit !En collaboration avec votre binôme commercial, vous deviendrez le référent technique sur votre zone et reconnu comme tel.

● **Missions :** Conseiller et suivre vos éleveurs pour les aider à valoriser leurs rations Prospector pour toujours développer votre zone Participer avec votre binôme commercial au développement de votre zone [événement, salons, réseau...].Vous avez de l'expérience dans le conseil technique ? Vous aimez évoluer dans le monde de l'alimentation animale ? Vous avez à cœur d'améliorer la rentabilité des exploitations agricoles ? Rejoignez notre équipe jeune et dynamique !

● **Profil :** De formation Bac +2 à Bac +5 en Agriculture spécialité production animale. L'anglais est un tout supplémentaire. Le candidat idéal sera énergique, enthousiaste et aura une aisance relationnelle incontestable. Il aura le goût de la réussite et du succès, veillera au développement de son activité et même au dépassement de ses objectifs. Une première expérience dans le domaine du conseil technique agricole sera un plus

● **Conditions proposées :** CDI.

Commercial achat pommes de terre F/H

AY006841 - HAUTS-DE-FRANCE



Vous recherchez un poste qui donne la patate ? Vous souhaitez travailler au service du légume préféré des Français en rejoignant une équipe dynamique ? Alors cette opportunité est faite pour vous ! AGRUMAR est une filiale du groupe INTERSUR, qui est spécialisé, depuis 1987, dans la production et la commercialisation de plants et de pommes de terre de consommation.

Son siège est en Espagne, et le groupe est aussi présent en France et au Portugal. Ce sont 40 collaborateurs qui y travaillent chaque jour. Agramar est composée de 10 salariés en France et de 9 salariés en Espagne. L'entreprise est présente en France depuis 2009, et est aujourd'hui installée à Méry sur Seine [Aube, 10] et Aire sur la Lys [Pas de Calais, 62]. Les deux bureaux sont ainsi situés dans des zones importantes et stratégiques de production de pommes de terre. Ils travaillent avec près de 600 producteurs, qui sont répartis dans tous les départements des Hauts de France [02, 59, 60, 62, 80], dans la Beauce [28, 41, 45], en Champagne [08, 10, 51] et en Haute Normandie [76, 76]. Ils ont commercialisé 170.000 tonnes de pommes de terre cette année. Dans le cadre d'une création de poste, AGRUMAR recherche son/sa futur(e) :COMMERCIAL ACHATS POMME DE TERRE H/FCDI - HAUTS DE FRANCE

● **Missions :** Rattaché(e) au Responsable Commercial Nord, vos missions seront les suivantes :Vous élaborez la stratégie commerciale sur le secteur Picard [Oise, Somme, Aisne] : tendances du marché, cibles identifiées, plan d'action, objectifs fixésVous êtes en charge de l'achat des pommes de terre sur le secteur Picard : assurer les tours de plaines chez les agricul-

Sélection d'annonces

teurs, leur apporter un conseil et une expertise technique, leur fournir des plants de pommes de terre, procéder à des prises d'échantillon Vous analysez le potentiel commercial du territoire Picard, développez la recommandation et prospectez de nouveaux agriculteurs Vous organisez le bon déroulement du transport de la marchandise et gérez le recouvrement en relation avec le service administratif Vous assurez, en interne, la vente des pommes de terre achetées : identification des prospect, remontées terrain, réunions et communication sur la commercialisation et la contractualisation des pommes de terre Vous restez en veille sur les innovations et les variétés de pommes de terre et assurez un reporting régulier de votre activité

● **Profil :** Issu(e) d'une formation Bac +2 à Bac +5 dans le secteur agri/agro, vous justifiez d'une première expérience (stage ou alternance accepté) idéalement dans le conseil et l'accompagnement d'agriculteurs, ou bien dans la vente/achat de productions agricoles. Vous êtes compétent(e) en matière d'itinéraires culturaux, d'agronomie, de protection des cultures. Vous maîtrisez les outils informatiques. La pratique de l'Anglais n'est pas demandée, mais serait un atout (car groupe international), tout comme l'espagnol. Dynamique, sociable et enthousiaste, vous aimez aller au contact des agriculteurs. L'esprit d'équipe est une valeur essentielle pour vous. Vous possédez d'excellentes qualités d'écoute, de communication et d'autonomie. Vous êtes de nature curieuse et diplomate.

● **Conditions proposées :** Poste en CDI, statut cadre Localisation : Poste en Home Office, rattaché au bureau d'Aire sur la Lys, avec domiciliation en Picardie, idéalement sur le secteur de Bapaume pour être au centre du territoire agricole. Rémunération fixe annuelle sur 12 mois + prime variable individuelle + prime variable collective + mutuelle + véhicule de service 2 places à usage privé

Technico-commercial ruminants -secteur Corrèze/creuse F/H

AY006840 - CREUSE, CORRÈZE



● **Missions :** Nous sommes une PME régionale spécialisée dans la nutrition animale et résolument tournée vers l'avenir. Les enjeux de demain sont nos priorités d'aujourd'hui, c'est pourquoi nous plaçons l'amélioration continue au centre de nos activités afin d'œuvrer pour une agriculture performante, durable et respectueuse de l'environnement. Nous recherchons un(e) Technico Commercial(e) pour développer notre marque Aliments Simbèlie sur le secteur de la Corrèze et de la Creuse Dynamique et impliqué, vous désirez apporter votre expertise technique et vos conseils avisés à une clientèle d'éleveurs ruminants afin de bâtir avec eux des relations de long terme dans une logique de rentabilité et de progrès. Après un parcours d'intégration et un accompagnement en interne, vous gérez le processus de vente dans son intégralité : prospection, analyse des besoins, conseils techniques, établissement de la proposition jusqu'à la finalisation de la vente et le suivi des performances.

● **Profil :** Issu d'une formation supérieure agro ou agri, vous avez des qualités relationnelles et l'envie de vous investir dans une entreprise qui vous permettra d'être force de proposition et d'évoluer.

● **Conditions proposées :** CDI Votre secteur : Corrèze et Creuse Votre établissement de rattachement : Ligneuac [19] Poste à pourvoir en fonction des disponibilités des candidats Rémunération : à négocier selon profil (un salaire fixe, des primes sur objectif, un véhicule, un PC, un téléphone, une prime de 13e mois, une prime vacances, l'intéressement, la participation, la mutuelle d'entreprise, des indemnités repas et les avantages sociaux d'un CSE dynamique)

Technico-commercial F/H 44-49

AY006915 - LOIRE-ATLANTIQUE, MAINE-ET-LOIRE



En tant qu'Attaché Technico Commercial spécialisé dans les fertilisants, vous serez responsable de la promotion et de la vente de nos produits auprès des agriculteurs, coopératives et distributeurs. Vous jouerez un rôle clé dans le développe-

ment de notre chiffre d'affaires et l'optimisation des rendements agricoles de nos clients.

● **Missions :** Développer et fidéliser un portefeuille clients composé d'agriculteurs, de coopératives et de distributeurs. Présenter et promouvoir notre gamme de fertilisants et de solutions agronomiques. Conseiller techniquement les clients sur l'utilisation optimale de nos produits pour améliorer leurs rendements. Réaliser des démonstrations produits et participer à des salons professionnels et événements agricoles. Assurer un suivi régulier des clients et analyser leurs besoins pour proposer des solutions adaptées. Collaborer avec l'équipe marketing pour élaborer des stratégies commerciales et des actions promotionnelles. Suivre les tendances du marché et les innovations dans le domaine des fertilisants.

● **Profil :** Expérience significative dans le domaine commercial, idéalement dans les secteurs des fertilisants et de l'agriculture Solides compétences techniques en agronomie et connaissance approfondie des fertilisants. Excellentes capacités de communication et de négociation. Autonomie, rigueur et sens de l'organisation. Maîtrise des outils informatiques et des nouvelles technologies de l'information. Permis de conduire B obligatoire.

● **Conditions proposées :** CDI Département à couvrir 44 Loire Atlantique et le 49 Maine et Loire. Un véhicule de fonction, un téléphone portable et un ordinateur portable.

Responsable commercial agritech-arboriculture F/H

AY006955 - PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR, CENTRE-VAL-DE-LOIRE



Agriconnect a conçu la solution Clair qui optimise l'éclaircissage des pommiers, phase la plus critique de l'exploitation. Clair, c'est un capteur robuste utilisable par l'arboriculture et une plateforme web qui lui permet de décider de sa stratégie d'éclaircissage. Depuis 2021, nous triplons chaque année les ventes. Vous

aimez le défi ? Aidez-nous à faire mieux.]

● **Mission :** Grâce aux recommandations des clients actuels, en conquérir de nouveaux. Prospector le marché. Négocier les contrats [matériel et service]. Accompagner les clients dans leurs contrats.

● **Profil :** Vous voulez aider le monde agricole grâce à la Tech. De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience commerciale de 5 ans dans l'agriculture. Aimer travailler en équipe. Allier capacités d'analyse et de synthèse Être organisé et savoir gérer les priorités. Avoir une approche conseil de la vente [matériel et service] et une orientation business, du premier contact à la commande.

● **Conditions proposées :** Home office. 2 postes à pourvoir : Région Centre [Poitiers, Tours, Le Mans, Angers] ou région Sud Est [Lyon, Montélimar, Avignon, Sisteron]

Responsable technique et commercial H/F

AY007169 - MAINE-ET-LOIRE



Vous souhaitez occuper un poste clé au sein d'une organisation reconnue ? Embarker dans une aventure humaine et manager l'équipe la plus importante d'une structure vous anime ? Alors ce poste est fait pour vous ! PRIM'HOLSTEIN FRANCE est l'Association Nationale des Eleveurs de la race Prim'Holstein. Association centenaire basée à Verrières en Anjou, près d'Angers dans le Maine et Loire, elle a longtemps été connue sous l'appellation d'UPRA Prim'Holstein. PRIM'HOLSTEIN France s'est plusieurs fois modernisée, pour être en accord avec la réglementation zootechnique européenne et en adéquation avec l'ensemble des partenaires de la génétique Prim'Holstein. PRIM'HOLSTEIN FRANCE rassemble 4 000 éleveurs ainsi que les syndicats ou associations départementales de la race. L'association est composée de 49 salariés. PRIM'HOLSTEIN FRANCE a pour objectif de défendre les intérêts des éleveurs de la race, de proposer des services génétiques aux éleveurs membres de l'Association afin d'améliorer la rentabilité de leurs troupeaux en toute neutralité et au regard de leurs objectifs. L'association contribue à la promotion de la race, élabore et met en œuvre la table d'appréciation des

femelles et réalise la collecte de morphologie des animaux en vue de leur indexation génétique. Dans le cadre d'une création de poste, Prim'Holstein France recherche son/sa future .RES-PONSABLE TECHNIQUE ET COMMERCIAL H/F CDI - VERRIERE EN ANJOU [49]

● **Missions :** Rattaché(e) au Directeur Général et membre du Comité de Direction, vous prenez la responsabilité de l'équipe de 32 techniciens répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain (dont 2 responsables de pôle, 4 animateurs de région et 1 assistante). Vos missions sont les suivantes : Vous managez, coordonnez, animez et fédérez votre équipe : gestion de la montée en compétence, accompagnement des équipes sur le terrain, création de rituels d'échanges, suivi des plannings et congés, gestion des indicateurs, mise en place de formations, organisation de groupes de travail technique Vous êtes en appui technique à votre équipe afin de répondre aux éleveurs sur les problématiques rencontrées Vous participez à l'évolution de la stratégie commerciale de l'association : véritable lien entre les techniciens et les membres du comité de direction, vous assurez les remontées terrain afin d'améliorer l'organisation et les process existants Vous construisez et organisez les actions de prospection avec votre équipe et entretenez des relations avec les partenaires commerciaux

● **Profil :** Issu(e) d'une formation agri/agro ou commercial/management, vous justifiez d'une expérience significative de management d'équipe. Vous avez des compétences techniques et commerciales reconnues dans le domaine des productions animales, idéalement dans le secteur laitier ou de l'insémination. Doté(e) d'un excellent relationnel, vous êtes pragmatique, avez la culture du positif et aimez fédérer les acteurs d'un groupe. Vous aimez relever des challenges et êtes capable d'accompagner des équipes en leur apportant une épaulée et une oreille attentive. Vous êtes diplomate et avez un esprit d'équipe marqué.

● **Conditions proposées :** Poste en CDI, statut cadre Localisation : Verrière en Anjou [49] + déplacements ponctuels à prévoir (environ 10 15 %) Rémunération fixe sur 12 mois Véhicule de service Mutuelle / Prévoyance Intéressement

Responsable de magasin H/F (80)

AY007198 - SOMME



● **Missions :** Dans le cadre d'un remplacement, nous recherchons un Responsable de magasin F/H en CDI pour le magasin Gamm vert de Villers Bretonneux [80]. En tant que véritable manager et responsable de centre de profit, vos missions sont les suivantes : Mettre en œuvre les actions d'animation magasin

dans le cadre de la politique commerciale et en réponse aux besoins de la clientèle Encadrer et animer l'équipe du magasin en favorisant le développement de leurs compétences et de leurs motivations Développer l'activité et la compétitivité en étant force de proposition Nouer une relation de proximité avec les clients à travers l'écoute et le service ainsi que par la mise en place d'animations commerciales sur les différents rayons Vous êtes responsable de la maîtrise des résultats, des flux de vente et du suivi des stocks de votre magasin Veiller à la bonne tenue

Cahier Expert

Orientation, Mode d'emploi

SCAN ME



Sélection d'annonces

du magasin.

● **Profil** : De formation de niveau Bac à Bac+3, vous disposez de connaissances et compétences propres à l'activité commerciale dans le secteur de la distribution. Vous justifiez d'une première expérience réussie dans le commerce sur un poste dans lequel vous avez pu mettre en pratique votre sens des responsabilités, vos compétences managériales et votre capacité de gestion. Dynamique, rigoureux(se), vous disposez également d'une bonne maîtrise des outils bureautiques. Vous êtes passionné(e) par le commerce et doté(e) d'un excellent sens du relationnel.

● **Conditions proposées** : Poste à pourvoir dès que possible, en CDI.

DIRECTION

Directeur général F/H

AY007176 - ARDÈCHE



L'Union des Vignerons Ardéchois (producteurs récoltants), acteur de premier plan en Auvergne Rhône Alpes, réunit depuis près de 60 ans 12 caves coopératives viticoles situées en sud Ardèche. Sur plus de 6000 hectares de vignes, réparties sur une mosaïque de terroirs, 800 familles de vignerons travaillent la

vigne avec passion, au plus proche de l'Homme et de la Nature. Nos 90 collaborateurs œuvrent au quotidien avec respect, engagement, solidarité et partage pour produire des vins de qualité à destination de clients français et internationaux [trad. GMS, MDD, marques propres...]. Nous avons mis en place une politique d'innovation et de valorisation de l'existant à travers des sites d'exception : Néovinum, Terra Naé et l'Aven d'Orgnac pour faire rayonner les vins d'Ardèche en France et dans le Monde. Aujourd'hui plus que jamais, nous faisons sans cesse évoluer notre stratégie pour relever les enjeux de demain : environnement, changements des modes de consommation, maintien du niveau de production, attractivité du territoire... C'est dans ce contexte passionnant et dans le cadre d'un prochain départ à la retraite, que nous recrutons notre nouveau : Directeur général F/H Coopérative viti vinicole - Ruoms [07] A ce poste clé, rattaché à notre Président, au cœur de notre stratégie pour les années à venir, vous êtes directement en lien avec notre Conseil d'administration.

● **Missions** : Votre rôle est décisif et majeur : vous êtes le véritable moteur du développement de notre union de caves coopératives, le garant de notre développement commercial et de relations efficaces avec nos adhérents. Vous faites vivre notre marque : les Vignerons Ardéchois. Curieux, connecté à votre marché, en lien avec les clients et prospects vous êtes responsable de l'évolution de notre offre et du rayonnement de nos marques. Engagé, votre énergie insufflé une nouvelle dynamique : vous agissez pour accroître le volume d'affaires. Manager aguerri, vous êtes à la tête du CODIR. Dans ce cadre vous avez à cœur de mettre du liant entre les fonctions internes : vignobles, enologie, production, marketing, finance, RH et commerce dans un objectif commun, vers plus de valeur ajoutée pour nos clients et la production de nos adhérents. Après une phase de diagnostic de l'existant, votre rôle sera en partie opérationnel. Vous prenez plaisir à animer et développer certains comptes clefs ainsi que les négociations annuelles en soutien des équipes commerciales. Vous portez une part importante du chiffre d'affaires. Dans un second temps, vous vous mobilisez sur la construction de notre offre pour répondre aux besoins du marché. Vous développez nos marques fortes et veillez à la cohérence de nos gammes de produits, vous êtes actif sur la veille sectorielle et concurrentielle. Impactant, vous avez également un rôle de représentation de notre union dans les événements clés du secteur, auprès de nos partenaires, contribuant ainsi à renforcer notre image de marque et notre influence dans notre domaine et sur notre territoire.

● **Profil** : De formation supérieure type commerce/ gestion / management, idéalement complétée par une spécialisation en enologie, vous possédez une expérience solide et réussie d'au moins 10 années dans en tant que Directeur général, Directeur commercial ou Directeur des opérations dans le domaine viti

vinicole. Vous évoluez aujourd'hui à un haut niveau dans des fonctions marketing, développement commercial nécessitant de vous réinventer au quotidien. Reconnu pour votre leadership, vous accompagnez vos collaborateurs dans une optique de réussite collective. Vous avez envie de rejoindre une entreprise à taille humaine offrant davantage de responsabilités, d'autonomie et de transversalité. Une expérience dans l'environnement particulier des coopératives serait un véritable atout. Vos fonctions vous amènent à voyager régulièrement en France et à l'international et donc à pratiquer l'anglais régulièrement. Au-delà de votre formation et de votre parcours, votre personnalité fera la différence : humilité, énergie, engagement, réactivité, écoute, goût de l'autre, finesse et leadership, agilité et pragmatisme.

● **Conditions proposées** : Nous vous proposons : D'intégrer une équipe soudée dans une structure solide, à taille humaine, dynamique et bénéficiant d'une image de leader auprès de ses clients. L'opportunité d'écrire, dans la durée, avec vos équipes, une page importante de l'histoire de notre union et de notre territoire. Un cadre de travail privilégié en Sud Ardèche : une région ensoleillée et riche en paysages naturels exceptionnels et en gastronomie, offrant un lieu de vie agréable entre montagnes et rivières avec un large potentiel touristique. Poste basé à Ruoms à pourvoir au premier semestre 2025. Déplacements Anglais courant

Directeur départemental pour le département de l'Hérault F/H

AY007038 - HÉRAULT



PROPOS DE La Safer Occitanie (Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural) est l'opérateur foncier de l'espace rural et périurbain. Elle met en œuvre des missions d'intérêt général au service des politiques publiques : dynamiser l'agriculture, accompagner le développement local, protéger l'environnement, observer le foncier. Sa compétence en ingénierie foncière s'étend sur les 13 départements de la région Occitanie, forte de ses 189 collaborateurs, 2 800 transactions, 290 MEUR volume d'affaires, 22 000 ha rétrocédés, 600 partenaires

● **Missions** : Sous la responsabilité du directeur général adjoint de la Safer Occitanie, vous êtes en charge de : Garantir la sécurité des opérations foncières sur les plans juridiques, technique et financier dans le respect de nos procédures. Animer une équipe de 13 collaborateurs pour atteindre les objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés annuellement dans un département à fort potentiel caractérisé par l'intensité de la relation avec les collectivités. Développer, dans le cadre de l'ensemble des missions de la Safer et sur l'ensemble de son offre de services, l'activité sur les différentes cibles, en cohérence avec le plan de développement de l'entreprise : Assurer les relations avec les partenaires de la Safer dans le département (notamment OPA, collectivités, chambres consulaires, structures économiques) ;

● **Profil** : Formation supérieure en agriculture ou en aménagement ou diplôme d'ingénieur agricole ou équivalent. Doté(e) d'une expérience réussie où vous avez exercé(e) des responsabilités [management, autonomie, contrôle, autorité de décision déléguée], vous saurez impulser et accompagner la recherche constante avec l'équipe de la qualité dans l'organisation et les processus. Personnalité affirmée mais diplomate vous savez gérer la relation avec les clients et partenaires avec lesquels vous construisez et entretenez un réseau performant auprès duquel vous portez positivement l'image et les intérêts de notre entreprise. Vous disposez d'une expertise reconnue dans le domaine de l'aménagement foncier, rural et agricole. Vous maîtrisez le développement local et l'approche globale du territoire. La connaissance de la filière viticole serait un plus. **COMPÉTENCES RECHERCHÉES** Capacités et expériences managériales : sens de l'organisation, animation d'équipe et de réseau, sens de la communication, sens des responsabilités, esprit d'initiative. Sens des relations humaines, commerciales et du travail d'équipe. Sens politique, capacité à comprendre les jeux d'acteur sur le territoire. **QUALITÉS RECHERCHÉES** Leadership Rigueur, détermination, diplomatie et disponibilité Loyauté Réactivité et dynamisme

● **Conditions proposées** : INTÉGRATION Lors de votre prise de poste, vous serez accompagné(e) par le directeur général adjoint et le directeur opérationnel régional de la Safer Occitanie.

Des formations internes spécifiques sont mises en place pour vous permettre de réaliser vos missions. **CONDITIONS CDI** à pourvoir dès que possible Poste basé à Maurin Conditions de rémunération en lien avec la convention collective en vigueur et selon expérience : Emploi repère : directeur départemental [statut cadre] Forfait jours [214 jours annuel] Plage de rémunération entre 35 952EUR et 86 285 EUR brut annuel. Prime Safer de 8 % du salaire brut, versée semestriellement. Prime SYNTEC de 1 %, versée en juillet. Autres avantages sociaux : Accord RTT, accord d'intéressement, participation, PEE, PERECO, Télétravail, forfait jours Titres restaurant. Complémentaire santé : contrat collectif famille. CSE Véhicule de fonction [5 places] Déplacements réguliers dans le département de l'Hérault. Déplacements occasionnels sur l'ensemble du territoire de l'Occitanie

ENSEIGNEMENT / FORMATION

Enseignant en économie et gestion F/H

AY007159 - GRAND-EST



Le lycée agricole de Château Salins recrute un(e) enseignant(e) en économie et gestion à temps plein pour l'année scolaire 2024 2025

● **Missions** : Enseigner l'économie et la gestion, dans le respect des référentiels et des textes en vigueur auprès des élèves de la 4e au BTS Préparer et mettre en œuvre des situations favorisant l'apprentissage [cours TP] Assurer les évaluations formatives voire certificatives et participez aux conseils de classes Assurer le suivi des jeunes en entreprise Exploiter les possibilités pédagogiques offertes par l'exploitation agricole du lycée, en lien avec les salariés agricoles et l'écurie active Vous devez : Être capable d'utiliser diverses techniques pédagogiques pour transmettre des savoirs et favoriser l'acquisition de connaissances de tous Être attentif à la progression des apprenants, dans le respect de leur personnalité, pour les accompagner vers la réussite Porter un regard bienveillant sur chacun et accueillir l'apprenant tel qu'il est Être capable de préparer des séances d'apprentissage dans le respect des référentiels et des textes en vigueur Connaître l'évaluation capacitaire Être attentif et garant du respect des règles de sécurité et du règlement intérieur Travailler en transdisciplinarité sur des projets.

● **Profil** : Bac +3 requis et solide connaissance du milieu agricole

● **Conditions proposées** : Monsieur CHEVALLIER, le directeur

Formateur aménagement paysagers F/H

AY006755 - LOT-ET-GARONNE



Le CFA CFFPA47 site de NERAC forme des apprenants du secteur des aménagements paysagers Site web : agromcampus47.fr Rentrée 2024 : Enseignement en Travaux et Aménagements Paysagers pour les formations du CFA CFFPA [Brevet Professionnel Travaux d'Aménagements Paysagers, BP Aménagements

Paysagers, CS Constructions paysagères, Jardiniers Espaces Verts, Taille des arbustes]

● **Profil** : Une expérience professionnelle en entreprise du paysage Compétences : excellentes connaissances techniques, sens de la communication, aptitudes à travailler en équipe, capacités d'adaptation [niveaux des apprenants hétérogènes, accompagnement des apprenants], aptitudes pédagogiques et dans certains cas une mission de coordination pédagogique confiée.

● **Conditions proposées** : Un accompagnement sera effectué par un formateur référent. Candidats avec expérience : ancienneté reprise [net/an compris entre 21 000EUR et 27 600EUR]. Pour les candidats en CDI possibilité de prendre en compte le CDI. Pour les débutants, le premier contrat sera un CDD d'un an. Le deuxième CDD sera d'une durée de trois ans avant la signature du CDI.

Sélection d'annonces

Enseignant formateur et coordinateur -filière équine F/H

AY007065 - NORD



La MFR L2C recrute un formateur H/F sur les formations suivantes : Titre Animateur Équitation (FFE) et BPJEPS Activités Équestres

● **Missions** : Assurer la formation des apprentis. Mise en situation sur les centres équestres Coordination de l'ensemble des partenaires. Animation et suivi d'un ruban pédagogique Autres modules techniques en lien avec la filière équine Assurer le suivi des jeunes sur les lieux de stage. Animer l'ensemble des missions dans le respect de la pédagogie des MFR.

● **Profil** : BPJEPS AE au minimum. Expérience souhaitée en tant que moniteur/trice d'équitation et/ou formateur/trice en CFA ou lycé

● **Conditions proposées** : CDI temps plein Statut cadre, Cotisation à une complémentaire retraite cadre 40h/semaine sur site annualisés, 6 semaines de RTT et 5 semaines de CP Rémunération selon la convention collective des MFR [disponible en libre accès sur internet] Possibilité de repas sur place. Complémentaire santé, formations innovantes et perspectives d'évolution Mise à disposition d'un ordinateur (MAC OS) et d'une voiture de service.

Formateur productions végétales-agroécologie F/H

AY007075 - ILLE-ET-VILAINE



● **Missions** : La MFR de St SYMPHORIEN HEDE, située à 15 minutes au nord de RENNES, accueille 130 apprenants en formation par alternance en 4e 3ème, CAPa et Bac pro élevage équin. L'équipe éducative compte 18 personnes dont 9 formateurs. L'alternance représente 50 % du temps en entreprise et 50 %

au centre de formation. Vous souhaitez compléter votre expérience dans l'enseignement professionnel : préparer et animer des cours dans une dynamique de transmission et de préparation aux examens [CAPa et Bac pro], faire apprendre sur le terrain et/ou en salle. Vous interviendrez principalement dans la conduite des productions végétales. Venez former les professionnels de demain !

● **Profil** : Vous avez des connaissances professionnelles principalement dans les domaines de l'agroécologie, la phytotechnie et l'utilisation des matériels en lien avec la conduite des cultures. Vous souhaitez les partager avec des apprenants en formation professionnelle tout en les accompagnant dans leur projet de formation. Niveau Bac+2 minimum requis.

● **Conditions proposées** : Un poste de remplacement en CDD à temps complet à partir du 20 août 2024 jusqu'au 12 juillet 2025 est disponible.

Formateur matières techniques agricoles F/H

AY007266 - MANCHE



● **Missions** : Établissement privé d'enseignement professionnel dans les métiers de l'agriculture, du cheval et du commerce, nous vous offrons l'opportunité de partager votre expérience avec des jeunes de 16 à 22 ans scolarisés en Bac Professionnel et BTS. Vous évoluerez dans un cadre de vie privilégié entre

terre et mer, au sein d'une équipe à taille humaine en mesure de vous accompagner dans votre prise de poste. Notre réseau [430 établissements] vous offrira la possibilité d'accéder à des formations innovantes et des perspectives d'évolution. La fonction globale que vous assurerez comprend : Des séquences d'enseignement faisant appel aux notions générales et techniques en lien avec votre expérience et vos compétences [zootechnie laitière, économie, autres domaines techniques et scientifiques, suivi des stages et rapports, cas concrets.] Des missions d'accompagnement individuel et d'animation de formation pour lesquelles l'autonomie et la prise d'initiative seront favorisées

● **Profil** : Formation Bac + 3 minimum [Licence Pro, ingénieur], débutant accepté, connaissance du milieu agricole impérative

● **Conditions proposées** : CDI ou CDD, temps plein ou 80 %, rémunération : minimum 2 300 EUR brut mensuel à adapter selon expérience, salaire évolutif.

CONDITIONNEMENT / LOGISTIQUE / MAINTENANCE / SAV

Technicien de maintenance F/H

AY006743 - NORD



● **Missions** : Rattaché au Responsable Technique pour compléter une équipe de 4 personnes, en tant que Technicien de Maintenance F/H, vos missions seront les suivantes : Maintenir le matériel des lignes de production : Intervenir en Mécanique, Hydraulique, Électricité, Pneumatique ; Assurer le diagnostic

puis le dépannage des installations dans un souci permanent de limiter les arrêts production en toute sécurité ; Travailler en partenariat avec les équipes de Production afin de contribuer au fonctionnement optimal des lignes ; Assurer les interventions de maintenance prévues au planning ; Assurer l'entretien préventif du matériel du site ; Maintenir la sécurité des machines, des équipements et des bâtiments ; Saisir les comptes rendus d'intervention sur le logiciel de GMAO.

● **Profil** : Formation mécanique type BTS MI Bac Pro MEI. Sens de l'organisation et rigueur. Sens du travail en équipe.

● **Conditions proposées** : Intéressement, PEE, abondement, chèques déjeuner.

Responsable de silo bord - canal H/F

AY007064 - NORD



Le groupe Advitam est l'un des acteurs majeurs de l'agriculture dans les Hauts de France. Groupe coopératif issu de la coopérative Unéal, Advitam défend au service du revenu de ses 6000 adhérents, le développement de tous les modèles d'agriculture durables présents sur son territoire. Portés par son modèle

coopératif, les femmes et les hommes d'Advitam encouragent l'esprit collectif et s'engagent jour après jour, auprès de tout le territoire, des agriculteurs aux consommateurs, des élus aux collaborateurs. Basé(e) sur le silo de Haulchin (59), rattaché(e) au Responsable d'Exploitation Région et en étroite collaboration avec l'équipe terrain du secteur, vous animez, coordonnez et gérez l'activité de votre centre dans le respect des normes relatives à la qualité, la sécurité et l'environnement.

● **Missions** : A ce titre, vos principales missions seront notamment les suivantes : Assurer des relations favorables et un service de qualité à l'agriculteur adhérent. Être le garant de la réception, du stockage de céréales dans le respect de la réglementation et de la traçabilité des mouvements des stocks de marchandises. Assurer l'enregistrement et la tenue de différents documents administratifs pour lesquels un suivi régulier est rendu obligatoire conformément à l'application de procédures réglementaires et normes de qualité [Main courante, suivi des nuisibles, conservation des grains]. Garantir la réception, les échantillonnages, la conservation, les transferts et l'expédition des céréales de votre site toute l'année. Organiser et gérer l'activité de l'équipe de saisonniers en période de hautes saisons [Moisson, campagne de maïs...]. Participer à l'atteinte des objectifs sur votre secteur. Collaborer à la réussite des audits internes et externes dans le cadre de la charte alimentaire. Contribuer à la propriété, la sécurité, l'entretien et la maintenance simple de votre centre.

● **Profil** : H/F de terrain, vous êtes passionné(e) par le monde agricole. Vous disposez d'un niveau Bac pro ou BTS agricole ou équivalent et vous justifiez d'une expérience de 5 ans dans le milieu agricole, idéalement dans le travail des grains. Vous avez des connaissances des normes de qualité, de sécurité et d'environnement ainsi que des connaissances en micro informatique.

Vous êtes disponible, avez l'esprit d'équipe, le sens relationnel, le sens de l'organisation et des priorités, vous êtes force de proposition et dynamique ! Intéressé(e) ? Envoyez nous votre candidature, nous serions ravis d'échanger avec vous sur vos motivations !

CONTRÔLE / CERTIFICATION / QUALITÉ

Technicien de laboratoire référent alimentation animale F/H

AY006740 - SEINE-MARITIME



Le laboratoire d'analyse du groupe NatUp, Proxilabo, situé à Bonsecours près de Rouen, recrute un(e) Technicien de laboratoire référent alimentation animale H/FRattaché(e) à la responsable du laboratoire.

● **Missions** : Gestion technique [40 %] : Analyses réalisées en auto-

nomie et pouvant être déléguées à un aide technicien Gérer et diffuser le planning de travail du secteur [demandes, délais et affectation]. Prendre en charge des échantillons, planifier, préparer et réaliser des analyses d'alimentation animale. Valider, interpréter et diffuser des résultats. Assurer le suivi métrologique du secteur notamment de calibrations infra rouge. Selon l'activité, participer aux analyses des autres secteurs du laboratoire [sols, céréales]. Possibilité de suppléer d'autres secteurs possible en l'absence du référent. Développement [10 %] : Etudier l'intérêt des nouvelles analyses et/ou méthodes et/ou nouveau matériel [caractérisation du besoin, coût, prix de revient]. Développer de nouvelles analyses ou nouveaux matériels d'analyse. Assurer l'amélioration continue des process et méthodes. Gestion administrative et commerciale spécifique au laboratoire [50 %] : Assurer la prise en charge administrative des échantillons [en autonomie et pouvant être déléguée au pôle administratif] : Enregistrer des échantillons d'alimentation animale. Éditer des feuilles de palettes d'alimentation animale. Mettre en page des fichiers Excel des automates d'alimentation animale. Saisir des résultats. Diffuser des résultats. Relation clients : Collecter et suivre les cahiers des charges clients du secteur alimentation animale. Préparer des campagnes d'analyses du secteur [besoins clients, activité prévisionnelle, effectifs à prévoir]. Suivre des fiches d'anomalies et de réclamations des secteurs concernés. Assurer l'amélioration continue des process et méthodes selon les demandes clients. Préparer des fournitures [sachets, fiches...]. Réaliser des analyses statistiques et des synthèses rédactionnelles. Suivi de l'activité : Vérifier la conformité des factures fournisseur et sous traitants [bon de livraison / devis]. Suivre la facturation du secteur et des coûts de revient.

● **Profil** : Obligatoirement issu(e) d'une formation de niveau Bac+2 à Bac+3 de type BTS DUT licence spécialité chimie/laboratoire, vous justifiez idéalement d'une expérience d'au moins 3 ans sur un poste similaire. Vous êtes attiré(e) par le monde agricole et en particulier par la production animale. Reconnu(e) pour votre excellent relationnel et votre rigueur, vous êtes polyvalent(e) et avez le sens du service client. Vous maîtrisez parfaitement l'utilisation des outils informatiques [Excel, LIMS].

● **Conditions proposées** : En CDI dès que possible. Processus de recrutement : 1er entretien avec la responsable ou l'adjointe du laboratoire et la responsable du recrutement. 2e entretien avec un technicien de laboratoire. Avantages groupe : intéressement, participation, 13e mois, prime d'ancienneté, PEE, PERCO, avantages CSE.

Auditeur / contrôleur en agriculture biologique F/H

AY006920 - MAINE-ET-LOIRE, PAYS-DE-LA-LOIRE



● **Missions** : CERTIPAQ est un organisme certificateur associatif spécialisé dans le contrôle de signes officiels agricoles et agro alimentaires. CERTIPAQ BIO, sa filiale spécialisée dans la certification biologique, compte aujourd'hui

Sélection d'annonces

près de 60 salariés. Nous recherchons pour CERTIPAQ BIO un auditeur / contrôleur [H / F] pour un poste en CDI basé à proximité de Cholet [49] et couvrant le département du Maine et Loire [49]. Des déplacements dans les départements limitrophes seront à prévoir occasionnellement. L'issue d'une formation théorique et pratique à l'audit et aux cahiers des charges, vous réalisez les audits / contrôles de certification Bio, principalement chez des producteurs, sur l'ensemble de votre zone et sous la responsabilité de votre chef d'équipe.

- **Profil :** Diplôme + Expérience dans le domaine agri / agro
- **Conditions proposées :** Début du contrat : dès que possible

Auditeur / contrôleur en agriculture biologique F/H

AY007089 - LOIRE-ATLANTIQUE, MAINE-ET-LOIRE, VENDÉE



● **Missions :** CERTIPAQ est un organisme certificateur associatif spécialisé dans le contrôle de signes officiels agricoles et agro alimentaires. CERTIPAQ BIO, sa filiale spécialisée dans la certification biologique, compte aujourd'hui près de 60 salariés. Nous recherchons pour CERTIPAQ BIO un auditeur / contrôleur [H / F] pour un poste en CDD basé à proximité de Clisson [44] et couvrant les départements principaux suivants : 44, 49, 85. Des déplacements dans les départements limitrophes seront à prévoir occasionnellement. L'issue d'une formation théorique et pratique à l'audit et aux cahiers des charges, vous réalisez les audits / contrôles de certification Bio, principalement chez des producteurs, sur l'ensemble de votre zone et sous la responsabilité de votre chef d'équipe.

- **Profil :** Diplôme + Expérience dans le domaine agri / agro
- **Conditions proposées :** Début du contrat : dès que possible et jusqu'au 31 janvier 2025

Technicien de laboratoire H/F

AY007294 - LOIRET



Enfin d'un métier différent, au cœur du monde agricole ? Un métier passionnant permettant votre épanouissement ? Et si vous rejoigniez notre réseau ? La Chambre d'agriculture du Loiret est une entreprise à taille humaine, ancrée sur son territoire, avec une vision à 360° de l'agriculture. Son laboratoire apporte conseil et expertise auprès de 4 000 agriculteurs d'une dizaine de départements. Notre objectif : accompagner les transitions agro écologiques, climatiques et démographiques

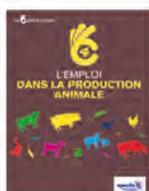
● **Missions :** Au sein de l'équipe laboratoire. Réaliser des analyses agronomiques (terres, effluents, solutions nutritives, végétaux...) : préparation d'échantillons, dosages, validation des résultats... Piloter les appareils de laboratoire (ICP, colorimètres, analyseurs élémentaires N.C.Hg, ph mètre...) Être acteurs des processus qualité en appui au responsable du laboratoire Améliorer les processus analytiques

- **Profil :** Vous avez un niveau Bac +2 ou Bac+3 en chimie analytique de laboratoire. Une première expérience en labora-

Cahier Expert

L'emploi dans les Productions animales

SCAN ME



toire serait un plus. Vous bénéficiez d'un tutorat pendant les premiers mois de votre intégration Vos compétences : Pratique du travail de laboratoires. Rigueur et précision dans la gestion des processus analytiques Connaissance de la conduite d'une démarche qualité Aptitude au travail en équipe

- **Conditions proposées :** Emploi CDI (39h + 23 jours de RTT) Prise de fonction : à partir du 2 septembre 2024 à Orléans (45) Rémunération à partir de 23.5KEUR BRUT ANNUEL, à débattre en référence à la convention collective régionale et de l'expérience. Participation mutuelle santé et prévoyance. Association du personnel Respect des délais

CONSEIL / ANIMATION

Conseiller(e)-animateur(trice) agricole F/H

AY006999 - PUY-DE-DÔME



La Fédération Départementale des CUMA du Puy De Dôme, fédère, accompagne et défend l'intérêt de 170 CUMA du département. Elle souhaite renforcer son équipe d'animation au plus près du terrain. Vous souhaitez intégrer une équipe salariée soudée, dynamique, collaborative, à taille humaine [6 salariés actuellement], participer au développement de l'agriculture départementale, accompagner des groupes dans la gestion de projets et l'appui au quotidien, effectuer des tâches diversifiées. Ce poste vous correspond !

- **Missions :** Vous conduirez notamment les missions ci-dessous (après formation sur les spécificités des CUMA) : Appuyer des projets de développement dans les groupes d'adhérents de CUMA au travers du dispositif DINA. Animer des réunions de CUMA (appui à la structuration des réflexions, à la gestion administrative, au fonctionnement coopératif...). Conseiller les CUMA. Accompagner les groupes dans les dossiers de financement de matériels. Appuyer (en collaboration avec les équipes) à la mise en œuvre de la politique de communication de la FDCUMA.
- **Profil :** Bac+2 Débutant(e) accepté(e) Connaissance du monde agricole Capacité d'écoute et aisance relationnelle Rigoureux(euse) et curieux(se) Autonomie, sens des responsabilités et esprit d'équipe Capacité rédactionnelle et de synthèse Maîtrise des outils informatiques, bureautiques et les nouveaux outils de communication
- **Conditions proposées :** Poste basé à Aubière mais déplacements réguliers sur le Puy de Dôme [avec véhicule de l'entreprise] CDI 35 heures/ semaine Rémunération : 24 000 EUR brut annuel (négociable selon expérience) Permis B indispensable Poste à pourvoir dès que possible

Responsable technique F/H

AY007092 - PARIS



● **Missions :** Organisation professionnelle nationale du secteur agro industriel assurant haut niveau de qualité et de sécurité sanitaire recherche responsable technique [H/F]. Au sein d'une équipe à taille humaine, vous interviendrez et vous animerez diverses thématiques sur la qualité et la sécurité des produits, sur la durabilité ainsi que sur l'export ou les questions du bio. Vous assurerez donc la préparation et l'instruction des dossiers, ainsi que l'animation et la coordination de travaux au niveau de groupes de travail et de commissions spécialisées. Vous effectuerez, aussi, les comptes rendus et le suivi auprès des entreprises adhérentes. Par ailleurs, vous réaliserez la veille réglementaire et scientifique et vous partagerez ces informations avec les adhérents dans le cadre de réunions et/ou de fiches techniques que vous rédigerez. Vous participerez, enfin, à la promotion de l'organisation auprès de certaines instances nationales et européennes.

- **Profil :** Ingénieur AGRI/AGRO ou universitaire avec première expérience de 3/5 ans dans secteur agro industrie ou alimen-

taire sur affaires réglementaires et scientifiques. Connaissance alimentation animale appréciée

Conseiller ovins caprins H/F

AY007110 - PAS-DE-CALAIS



La Chambre d'Agriculture assure son expertise, sa présence et ses services auprès des exploitants agricoles par un conseil de proximité et répondant à leur demande. Elle les accompagne dans la triple performance : économique, sociale et environnementale.

● **Missions :** La Chambre d'Agriculture recrute un(e) Conseiller(ère) en productions animales et fourrages avec pour missions : L'accompagnement des éleveurs ovins et caprins sur les départements du Nord et du Pas de Calais : Le conseil individuel et collectif, l'accompagnement de projet, le suivi de conventions L'organisation de formations et de réunions techniques pour les éleveurs La réalisation du contrôle de performance ovine, pesée des moutons en élevage, la saisie des résultats et le compte rendu aux éleveurs adhérents Le suivi des fermes de références ovines et leurs analyses en lien avec l'ensemble des conseillers ovins de la région Hauts de France et Normandie La participation à l'organisation de manifestations régionales et nationales telles que terres en fête, les oviniades... La collaboration avec les différents représentants de la filière régionale

● **Profil :** Formation supérieure ingénieur ou équivalent. Brevet de Technicien Supérieur ou équivalent, des connaissances techniques en élevages ovins et caprins (une première expérience serait un plus) Les compétences souhaitées pour vous épanouir dans les missions confiées : Qualités de savoir faire : autonomie, rigueur, organisation, capacité d'animation, sens des priorités. Qualités relationnelles : aptitude au travail en équipe, sens de l'écoute, esprit d'entreprise, diplomatie, patience, reporting. Capacité rédactionnelle, maîtrise des outils de bureautique [Word, Excel, Power Point, Outlook ...]

- **Conditions proposées :** Contrat à Durée indéterminée (CDI) Poste basé à Saint Laurent Blangy Rémunération selon expérience RTT, Mutuelle d'entreprise, télétravail sous conditions

Conseiller de gestion agricole F/H

AY007108 - NORD



Cabinet d'Expertise comptable basé à Houbourdin, Bailleul et Avesnes sur Helpe : nous recherchons actuellement un(e) Conseiller(e) d'entreprise spécialisé(e) dans le domaine agricole afin de rejoindre notre équipe. En relation directe avec les Experts comptables du cabinet, vous prenez en charge de manière autonome un portefeuille clients relevant du secteur agricole [structure individuelle ou sociétaire]. Votre connaissance du secteur agricole et de ses particularités, ainsi que votre expérience acquise dans l'accompagnement de chef d'exploitation agricole, est indispensable.

● **Missions :** Vos missions seront les suivantes : o Prise en charge et suivi des dossiers : révision et clôture des comptes. Établissement des comptes annuels (bilan, compte de résultat) et de la liasse fiscale o Elaboration des déclarations fiscales : TVA, IR, etc... o Accompagnement au quotidien de vos clients. En tant que conseiller agricole, vous accompagnez vos clients dans la gestion courante de leur entreprise. Vous êtes à leur écoute afin d'être force de proposition. Votre vision globale permet d'accompagner les clients avec l'objectif d'optimiser leur situation et de les orienter dans leur réflexion de développement et dans leurs projets. Pour cela, vous réalisez des études économiques, financières, technico économiques et fiscales dans les différentes phases de vie des clients (installation, développement, transmission). Vous travaillez en lien étroit avec les Experts comptables, Comptables et Juriste du cabinet. Des déplacements en clientèle dans la région sont à prévoir.

- **Profil :** Vous justifiez d'une expérience réussie sur un poste similaire en Cabinet d'Expertise comptable ou en AGC. Vous souhaitez intégrer une structure humaine, avec beaucoup d'autonomie. De petits déplacements sont à prévoir. Vous êtes rigoureux

Sélection d'annonces

[se], organisé(e), volontaire et motivé(e)

● **Conditions proposées :** Rémunération : Selon profil

Conseiller technique auprès de contrôleurs pulvés F/H

AY007179 - ILLE-ET-VILAINE



L'ENTREPRISE : CRODIP Domaine d'activité : agricole - problématique liée aux produits phytosanitaires Acteur majeur du contrôle obligatoire des pulvérisateurs en France Coordination du réseau national CRODIP Indigo (80 structures sur l'ensemble du territoire national habilitées à contrôler des pulvérisateurs)

Au sein d'une équipe dynamique de 6 personnes, dans le cadre de son développement, le CRODIP propose un poste de conseiller(ère) technique auprès de contrôleurs pulvés ayant comme objectif d'apporter un soutien au responsable technique dans sa mission de pilotage du réseau national des contrôleurs de pulvérisateurs.

● **Missions :** Accompagner les contrôleurs de pulvérisateurs sur des questions techniques, informatiques, etc. Valider les données issues des contrôles Gérer la hotline du CRODIP avec le responsable technique o Superviser des contrôleurs sur le terrain Participer à la rédaction de notices techniqueso Accompagner l'équipe dans la formation des nouveaux contrôleurso Participer au développement des outils informatiques et de contrôle des pulvérisateurs

● **Profil :** FORMATION : o BTS, Licence... en agroéquipement ou autre formation agricole avec connaissance forte en mécanisme COMPETENCES / QUALITES : o Dynamisme, bonne humeur Présenter des qualités d'écoutes, d'analyses o Aptitude à l'utilisation des outils informatiques Connaissance du matériel agricole

● **Conditions proposées :** o Poste basé à Rennes, rattaché(e) au service technique o Embauche : rentrée septembre 2024 Travail de bureau et de terrain, avec des déplacements Formation interne prévue CDD 12 mois. Possibilité CDI dans la structure Télétravail : 1 jour par semaine Différents avantages : RTT, mutuelle, tickets restaurants, primes...

Technicien conseil filières H/F (86)

AY007190 - VIENNE



Vous aimez le contact terrain et accompagner les agriculteurs dans leurs choix techniques et stratégiques ? Vous êtes passionné(e) par l'agronomie et souhaitez rejoindre une entreprise engagée dans l'agriculture durable ? Alors ce poste est fait pour vous ! La coopérative agricole de la Tricherie, fondée en 1936,

s'est développée sur un modèle de différenciation alliant innovation agronomique et engagement dans des filières d'excellence comme CRC, Label Rouge et AgriConfiance. Reconnue pour sa performance agronomique, économique et environnementale, elle est la 1^{re} coopérative céréalière française à avoir atteint le niveau exemplaire du label engagé RSE de l'AFNOR. Forte de

250 agriculteurs adhérents, la coopérative contribue activement à l'économie circulaire locale grâce à ses filiales Futuramat (R&D bioplastiques) et Brindor (paille hachée pour l'isolation des bâtiments). Afin de renforcer l'équipe, la coopérative crée un poste de : TECHNICIEN CONSEIL FILIERES H/F Vienne (86)

● **Missions :** Rattaché(e) au Coordinateur Technique, vos missions seront les suivantes : Vous assurerez la relation avec les agriculteurs adhérents. Vous porterez la stratégie de la coopérative pour proposer aux agriculteurs des contrats à haute valeur ajoutée, afin d'atteindre les objectifs filière. Vous conseillerez les agriculteurs sur les choix d'assolement et les besoins en approvisionnement, en lien avec les exigences des cahiers des charges clients. Vous prospecterez de nouveaux adhérents en valorisant les atouts de la coopérative. Vous réaliserez des tours de plaine pour conseiller sur les interventions agronomiques. Vous participerez à la moisson. Vous préparerez et assisterez aux audits d'exploitation. Vous accompagnerez les agriculteurs dans des démarches différenciantes de leurs exploitations telles que HVE, Bas Carbone, agriculture régénératrice...

● **Profil :** Avec une formation initiale en agronomie, vous connaissez le fonctionnement d'une exploitation agricole. Vous avez le goût du service pour accompagner les agriculteurs au quotidien dans la performance de leurs exploitations. Votre appétence pour l'agronomie et le commerce feront toute la différence. Enfin, vous êtes à l'aise avec les outils informatiques pour réaliser des enregistrements et transferts de données.

● **Conditions proposées :** Poste en CDI, basé dans la Vienne (86).Le siège social de la coopérative se situe à Beaumont Saint Cyr, déplacements dans un rayon de 40 50 km autour. Rémunération annuelle sur 13 mois + mutuelle prise en charge à 90 % + prime de moisson + intéressement + chèques vacances + voiture de service.

RECHERCHE / ÉTUDE / EXPÉRIMENTATION / CONCEPTION

Responsable innovation & oad H/F

AY007100 - PAS-DE-CALAIS

Vous êtes passionné(e) par l'innovation en agriculture ? Vous aimez relever des défis et apporter des solutions concrètes aux agriculteurs ? Rejoignez le groupe CARRÉ, une entreprise familiale en développement constant ! Le groupe Carré, fondé en 1930, est un acteur majeur du négoce de produits agricoles et de la collecte de céréales. A travers ses valeurs de proximité, de rigueur, d'ambition et d'humilité, le groupe Carré accompagne plus de 4 500 agriculteurs vers une performance économique et environnementale durable. Forte de 210 collaborateurs, cette entreprise familiale valorise l'implication de chacun dans un environnement convivial et exigeant. Dans un cadre de la réorganisation de l'équipe de la Ferme Pilote, le groupe Carré crée un poste de :RESPONSABLE INNOVATION & OAD H/F Gouy sous Bellonne [62] - Proche Douai [59]



MG CONSULTANTS

● **Missions :** Rattaché(e) au Responsable Agronomie et Ferme Pilote, vos missions seront les suivantes : Vous collaborerez avec les directions commerciales et marketing pour répondre aux besoins des clients. Vous proposerez et piloterez la stratégie d'innovation en lien étroit avec celle du groupe. Vous repérez les innovations en matière de technologie, d'outils et de solutions de protection des plantes. Vous mettrez en place et suivrez les expérimentations pour tester les innovations. Vous entretenez et développerez les partenariats de la Ferme Pilote et monterez les dossiers de financement. Vous maîtriserez l'utilisation des OAD distribués par le groupe et serez le référent technique auprès des équipes commerciales. Vous animerez l'offre OAD auprès de l'équipe technico commerciale et accompagnerez leur mise en marché.

● **Profil :** De formation supérieure dans le secteur agricole avec une 1^{re} expérience dans le domaine de l'innovation en agriculture, vous avez une bonne connaissance des attentes pratiques des agriculteurs et des compétences en gestion de projet. Votre capacité à comprendre les besoins des clients, votre curiosité, votre sens de l'organisation ainsi que votre aisance avec les outils informatiques feront toute la différence.

● **Conditions proposées :** CDI, statut cadre forfait jour avec 10 jours de RTT par an. Télétravail possible 1 jour par semaine à l'issue de la période d'essai. Poste basé au siège à Gouy sous Bellonne [62].Véhicule de service pouvant être utilisé pour les trajets domicile travail + déplacements ponctuels sur la zone de collecte. Rémunération annuelle sur 12 mois + accord de participation + Prime de Partage de la Valeur selon les résultats du groupe.

Cahier Expert

L'emploi dans la Recherche et le développement

SCAN ME




agrOrientation

apécita
l'emploi agri, agro & environnement



DÉCOUVREZ LA DERNIÈRE PUBLICATION DE L'APECITA

DISPONIBLE SUR

WWW.APECITA.COM



LE GUIDE DE LA FORMATION EN AGRICULTURE, AGROALIMENTAIRE & ENVIRONNEMENT

ÉDITION 2024



**AUJOURD'HUI,
TOUS LES
EMBALLAGES
ET LES PAPIERS
SE TRIENT.**

Cet encart d'information est mis à disposition gratuitement
au titre de l'article L. 541-10-18 du code de l'environnement.

Cet encart est élaboré par CITEO.

Dossier spécial « L'Apecita au service des entreprises »



MAST3R / ADOBE STOCK

Favoriser la rencontre des employeurs avec des personnes à la recherche d'un emploi est l'un des objectifs principaux de l'Apecita. Mais le spécialiste de l'emploi et du recrutement en agriculture, agroalimentaire et environnement accompagne également les recruteurs dans l'identification et la gestion des ressources de leurs collaborateurs.

Bien au-delà de la seule diffusion d'offres d'emploi, l'Apecita propose ainsi aux employeurs un panel de services : analyse de poste, sourcing, tri et préqualification des CV, participation aux entretiens, formation au management... Une gamme qui ne cesse d'évoluer pour répondre toujours mieux aux attentes et aux besoins des entreprises, dans un contexte d'évolution du marché de l'emploi. À découvrir dans votre magazine *Tribune Verte*, qui paraîtra le 11 juillet prochain.

À NOTER DANS VOS AGENDAS



Comment le renouvellement des générations va-t-il remodeler l'élevage laitier ?

- Le jeudi 4 juillet de 09h 30 à 17h 00
- Au Zéphyr de Châteauiron (35)

Organisé par Le Mag XXLait avec les soutiens du Cerfrance Brocéliande et du Crédit Mutuel de Bretagne, ce colloque fera le point sur les évolutions démographiques et sociologiques des exploitants laitiers. Les échanges se concentreront sur les facteurs clés d'une transmission réussie. Il est ouvert aux acteurs de la filière laitière ainsi qu'aux éleveurs laitiers.

Plus d'infos sur lemagxxlait.com



STUDIO ROMANTIC / ADOBE STOCK

L'Apecita vous conseille

À LIRE



« Mémento d'agriculture : apprendre et réviser grâce à des fiches synthétiques et des questions »

- Par Françoise Néron
- Éditions France Agricole
- 232 pages
- 29 euros

Cet ouvrage comprend 38 fiches synthétiques qui se répartissent en 5 grandes parties : les politiques agricoles et l'environnement juridique et institutionnel de l'exploitation ; l'environnement physique des productions végétales ; les principales espèces cultivées en France ; les productions animales ; les différentes formes d'agriculture. Chaque fiche s'achève par deux rubriques : deux questions (« Pour aller plus loin ») dont le degré de difficulté est évalué par « * » (le plus accessible) et « ** » (le plus complexe). La réponse à ces questions ne se trouve pas forcément dans la fiche, mais vous trouverez l'information dans le corrigé présenté de façon rédigée à la fin de chacune des 5 parties. Et un « Le saviez-vous ? », qui propose une anecdote/une curiosité autour du thème de la fiche. Ce livre s'adresse aussi bien aux étudiants et élèves pour les aider à structurer leurs connaissances et à améliorer l'efficacité de leurs révisions qu'aux professionnels des structures agricoles ou para-agricoles qui souhaitent un aide-mémoire très synthétique.

« Concevoir une formation »

- Par Étienne Magnin
- Éditions Gereso
- 255 pages
- 25 euros



Réussir une formation, c'est d'abord bien la concevoir ! Cette étape de conception, invisible aux apprenants, est pourtant fondamentale pour le bon déroulement pédagogique. En effet, la formation a été fortement enrichie ces dernières années par l'arrivée de deux innovations : les neurosciences et les outils numériques. Pour les formateurs, l'apport des neurosciences est triple : éclairer le fondement de l'apprentissage, valider des intuitions pédagogiques fortes et proposer un autre rapport à l'enseignement. Quant au numérique, son usage en formation explose. Outil incontournable pour les formateurs, il suscite le partage, l'interactivité et propose de nombreux aspects ludiques. De la définition des objectifs à la réalisation des supports d'activité pédagogiques, ce livre vous offre l'opportunité d'innover et d'enrichir vos pratiques. Alors, que vous soyez formateur occasionnel ou « vieux routier » de la formation, l'auteur vous présente une méthode claire, pragmatique et actuelle pour assurer en animal.



LA LETTRE (II)

Votre réponse : une solution à **BÉNÉFICES RÉCIPROQUES**

La rédaction d'une lettre s'apparente à une démarche commerciale puisque vous écrivez à l'employeur pour lui proposer de répondre à son besoin. Soyez simple et direct, en évitant de recopier textuellement des lettres types. C'est votre rédaction qui doit convaincre l'employeur de vous rencontrer, en donnant une première approche de votre personnalité et de vos motivations.

La lettre de candidature est en général composée de trois parties, chacune formant un paragraphe.

■ L'INTRODUCTION : « DROIT AU BUT »...

Dès la première phrase, il faut donner envie au recruteur de continuer la lecture en rentrant dans le vif du sujet.

■ L'ARGUMENTATION

Que pouvez-vous apporter à un employeur ? Soyez simple et direct en faisant un lien explicite entre vos compétences et le poste proposé. Au lieu d'affirmer que vous êtes le candidat idéal, démontrez-le et structurez votre argumentation en deux volets. Premier volet. Justification de votre candidature sur les plans techniques et professionnels : connaissance du secteur d'activité, expériences antérieures, réalisations, résultats.

Deuxième volet. Il sera consacré au plan personnel : vos points forts, vos qualités, vos goûts, vos motivations.

Ex : poste de chef de service en chambre d'agriculture

■ LA CONCLUSION : « ON NE LÂCHE RIEN ! »

Proposez un entretien en employant une formule directe : Si l'annonce vous demande d'envoyer lettre + CV + prétentions, vous devez les exprimer (en salaire brut annuel) avant la formule de politesse ou tout à la fin de votre lettre. Exemple : *Mes Prétentions salariales sont de l'ordre de 25-30 K€ négociables.* Pour fixer votre fourchette de rémunération souhaitée, évaluez vos atouts et renseignez-vous sur le marché.

LE CONSEIL APECITA

Pour la formule de politesse, soyez sobre. Évitez de faire part de vos « sentiments », terme réservé à la correspondance personnelle. Reprenez le titre du destinataire que vous avez utilisé au début de votre lettre.

Ex : - *Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.*

- *Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma considération distinguée.*

N'oubliez pas de « signer », en mentionnant vos nom et prénom en bas de page.

Vous recherchez un ingénieur spécialisé en productions végétales. Ce poste correspond parfaitement à ma formation et aux compétences que j'ai développées depuis 4 ans dans ce secteur.

Accroche centrée sur le poste

Alors que beaucoup ne croyaient plus en son avenir, actionnaires et cadres de la Fruitex ont démontré toute leur combativité pour sauver la société. Grâce à une équipe motivée et des partenariats stratégiques, elle est à nouveau en plein essor. Souhaitant contribuer à cette dynamique, je vous présente ma candidature au poste de responsable R&D.

Accroche centrée sur les particularités de l'entreprise

Mon parcours professionnel (des premiers stages à ma fonction actuelle) est centré autour des agriculteurs, qu'il s'agisse de défendre leurs intérêts

Surtout, n'abordez pas vos lacunes, votre manque d'expérience et les points négatifs (j'ai été licencié, j'ai échoué, je ne maîtrise pas bien... mais...).

dans les couloirs d'un ministère ou de les écouter parler dans la cour de leur exploitation. En tant que responsable hiérarchique, je suis à l'écoute de chacun et privilégie dans la mesure du possible la communication au sein de l'équipe. J'attends en parallèle des collaborateurs que les dossiers avancent et que les questions et attentes des élus et adhérents soient prises en compte efficacement avec réactivité.

Le poste que vous proposez m'intéresse particulièrement car il me permettra d'allier ma passion et mon intérêt pour le secteur agricole, avec l'animation et la communication qui sont des aptitudes qui me sont reconnues. Mon expérience en tant que membre des Jeunes Agriculteurs, mon dynamisme et ma détermination seront autant d'atouts pour intégrer votre équipe. En espérant vous avoir convaincu de ma motivation, je vous remercie de l'attention que vous porterez à ma demande et reste à votre disposition pour tout entretien à votre convenance.

